

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 2 fr.
Minimum 10 fr.
La page 200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décrets du 29 mai 1937, relatifs à l'indication d'origine de certains produits étrangers (outils, bacs à acétylène et à gaz divers, instruments de pesage et mesurage, peignes et objets de tableterie, gants de peau fourrés, matériel cinématographique et de projection fixe, articles métalliques divers). (Arrêté de promulgation du 31 août 1937). 400
- Décret du 8 juin 1937 relatif à l'organisation du personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture aux colonies. (Arrêté de promulgation du 9 septembre 1937). 405
- Décret du 27 juin 1937 portant suppression, à compter du 1^{er} janvier 1937, du prélèvement de 10 p. 100 exercé sur les pensions des retraités locaux des colonies. (Arrêté de promulgation du 31 août 1937). 408
- Décret du 29 juin 1937 portant publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale du 29 août 1929 entre la France et la Turquie, signé à Ankara le 15 juin 1937. (Arrêté de promulgation du 31 août 1937). 408
- Décret du 30 juin 1937 portant publication et mise en application, à titre provisoire, d'un arrangement conclu par échange de lettres le 19 juin 1937, portant renouvellement et modification du « modus vivendi » commercial franco-italien du 11 août 1936. (Arrêté de promulgation du 31 août 1937). 410
- Décret du 21 juillet 1937 portant modification du décret du 9 mai 1936 relatif à l'organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel. (Arrêté de promulgation du 26 août 1937). 412
- Décret du 23 juillet 1937 complétant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial. (Arrêté de promulgation du 7 septembre 1937). 413

- Décret du 23 juillet 1937 portant règlement en matière de solde et accessoires de solde du personnel des cadres locaux des colonies. (Arrêté de promulgation du 7 septembre 1937). 416
- Décret du 31 juillet 1937 modifiant le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo. (Arrêté de promulgation du 7 septembre 1937). 418
- Décret du 31 juillet 1937 portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget local du Togo pour l'exercice 1936. (Arrêté de promulgation du 7 septembre 1937). 419
- Décret du 25 août 1937 tendant à prévenir et à réprimer toutes augmentations illégitimes des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion. (Arrêté de promulgation du 11 septembre 1937). 419
- Arrêté ministériel du 30 juin 1937 relatif au concours pour le grade d'inspecteur de 3^e classe des colonies. 421
- Avis de concours pour l'admission au stage à l'école nationale de la France d'outre-mer 421
- Rectificatif au journal officiel du 1^{er} septembre 1937. 421*

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 23 juillet 1937 ouvrant l'accès des cadres communs secondaires, spéciaux et locaux de l'A.O.F. aux originaires du Togo, administrés sous mandat français. 421
- Arrêté du 10 août 1937 relatif aux liaisons et taxes radiotélégraphiques entre l'Afrique occidentale française et le Togo et vice-versa. 421
- Arrêté du 26 août 1937 portant ouverture de la campagne de maïs dans le Territoire. 422
- Arrêté du 26 août 1937 portant modification à l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits. 422
- Arrêté du 26 août 1937 autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe du chemin de fer et du wharf. 422

Arrêté du 26 août 1937 portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1936 au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.	323
Arrêté du 26 août 1937 modifiant l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo.	423
Arrêté du 26 août 1937 portant règlement définitif du budget local et du budget d'emprunt du Togo de l'exercice 1936.	423
Arrêté du 26 août 1937 accordant une bourse d'études dans la métropole.	424
Arrêté du 26 août 1937 modifiant l'arrêté n° 124 du 17 mars 1936 portant création de l'agence spéciale de Lama-Kara.	424
Arrêté du 26 août 1937 modifiant les articles 71 et 125 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises sur les voies ferrées du Togo.	424
Arrêté du 4 septembre 1937 modifiant l'article 5 de l'arrêté n° 271 du 1 ^{er} juin 1937 fixant les modalités du concours pour l'emploi de préposé du cadre local des douanes du Togo.	425
Arrêté du 6 septembre 1937 accordant certaines remises gracieuses et dégrèvements, exercices 1936 et 1937.	425
Arrêté du 7 septembre 1937 modifiant l'article 10 de l'arrêté n° 611 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des chemins de fer et du wharf du Togo.	427
Arrêté du 12 septembre portant composition du comité de surveillance des prix du territoire du Togo.	428

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL Européen et Indigène

Affectations — Rappel pour services militaires — Titularisation — Nominations — Réintégration — Démissions — Sanction disciplinaire — Forces de police	428
--	-----

ACTES DIVERS

Allocations	430
Billetage.	430
Commissions.	430
Commission des marchés.	431
Concours d'entrée à l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo (section Togo).	431
Conseil d'administration	431
Création de société.	431
Délégation de signature.	431
Ecole Victor Ballot.	431
Imputation de dépenses.	431
Interdiction de séjour.	431
Subventions.	432
Comité de surveillance des prix de gros.	432
Prix de gros de diverses marchandises.	432
Cours des changes.	433
Avis.	433
Domaines.	433
État des mouvements de la navigation du port de Lomé.	435

Textes publiés à titre d'information

Décret du 16 juillet 1937 modifiant l'article 35 du décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale.	436
Décret du 23 juillet 1937 fixant les conditions dans lesquelles les indigènes de l'Afrique occidentale peuvent être admis à la qualité de citoyen français.	436
Arrêté ministériel du 23 juillet 1937 fixant le nombre des élèves à admettre en 1937 à l'institut d'agronomie de la France d'outre-mer.	439

PARTIE NON OFFICIELLE

Fête de la terre et de l'eau à Agouévé.	440
Avis Société du Haut Ogoué	440
Vente sur saisie immobilière	440

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Indication d'origine de certains produits étrangers

ARRETE N° 492 promulguant au Togo les décrets du 29 mai 1937, relatifs à l'indication d'origine de certains produits étrangers (outils, bacs à acétylène et à gaz divers, instruments de pesage et mesurage, peignes et objets de tabletterie, gants de peau fourrés, matériel cinématographique et de projection fixe, articles métalliques divers).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 20 avril 1932, rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, promulguée au Togo par arrêté du 20 septembre 1932;

Vu la circulaire ministérielle (colonies) n° 942 du 10 juin 1937;

Vu les décrets du 29 mai 1937, relatifs à l'indication d'origine de certains produits étrangers (outils, bacs à acétylène et à gaz divers, instruments de pesage et mesurage, peignes et objets de tabletterie, gants de peau fourrés, matériel cinématographique et de projection fixe, articles métalliques divers);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets du 29 mai 1937, relatifs à l'indication d'origine de certains produits étrangers (outils, bacs à acétylène et à gaz divers, instruments de pesage et mesurage, peignes et objets de tabletterie, gants de peau fourrés, matériel cinématographique et de projection fixe, articles métalliques divers).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 août 1937.

MONTAGNE.

Outils**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances;

Vu la loi du 20 avril 1932, rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, et notamment ses articles 1^{er} et 2, ainsi conçus :

« ARTICLE PREMIER. — Des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ou du ministre de l'agriculture, après avis des ministres intéressés, pourront déclarer obligatoire, pour les produits étrangers introduits en France qu'ils déterminent, l'apposition de marques indiquant l'origine.

« ART. 2. — Les décrets visés à l'article 1^{er} seront rendus, suivant le cas, après avis du comité technique de la propriété industrielle ou du conseil supérieur de l'agriculture.

« Ils fixeront, pour chaque produit étranger, les conditions dans lesquelles la marque d'origine, en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents, devra être apposée lors de l'importation et de la mise en vente, ainsi que toutes autres modalités nécessaires à l'application de la présente loi »;

Vu la loi du 5 juillet 1836 (article 4);

Vu le décret du 2 septembre 1933, pris par application de la loi du 20 avril 1932 et relatif notamment aux outils;

Vu l'avis du comité de la propriété industrielle du 23 novembre 1936;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions, concernant les outils, de l'article 1^{er} du décret du 2 septembre 1933 relatif aux articles métalliques, aux outils et à la robinetterie, sont remplacées par les suivantes :

« II. — Outils à main emmanchés ou non et outils pour machines :

« L'indication du pays d'origine sera apposée à froid ou à chaud avant ou après trempe, mécaniquement ou chimiquement (le procédé de la décalcomanie étant exclu) sur les outils proprement dits, qu'ils soient introduits tout montés ou comme pièces détachées.

« Pour les outils vendus en paquets ou boîtes cette indication figurera non seulement sur l'outil lui-même, mais sur l'emballage.

« Pour les outils dont la dimension rendrait impossible l'apposition de l'indication du pays d'origine, cette indication figurera sur l'emballage ou carte, et si les outils sont vendus au détail sans emballage ou carte, sur les récipients servant à leur présentation à l'acheteur.

« Sont dispensées de l'apposition sur les objets eux-mêmes de l'indication d'origine obligatoire, les pièces de rechange d'outils à main emmanchés ou non et outils pour machines étrangers, précédemment importés, destinées à l'entretien et à la réparation et que les importateurs déclareront réservées à cet usage sur la formule même de leurs déclarations en douane, à condition, toutefois, que dans tous les cas, cette indication figure sur le conditionnement ou l'emballage.

« Les importations de pièces de rechange de ces outils ne pourront s'effectuer, sous le bénéfice de la disposition précédente, que par les bureaux de douane de Paris-douane centrale et du Havre ».

ART. 2. — Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-

cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 29 mai 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,

Paul BASTID.

Le ministre des finances,

Vincent AURIOL.

Becs à acétylène et à gaz divers**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances;

Vu la loi du 20 avril 1932, rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, et notamment ses articles 1^{er} et 2, ainsi conçus :

« ARTICLE PREMIER. — Des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ou du ministre de l'agriculture, après avis des ministres intéressés, pourront déclarer obligatoire, pour les produits étrangers introduits en France qu'ils détermineront, l'apposition de marques indiquant l'origine.

« ART. 2. — Les décrets visés à l'article 1^{er} seront rendus, suivant le cas, après avis du comité technique de la propriété industrielle ou du conseil supérieur de l'agriculture.

« Ils fixeront, pour chaque produit étranger, les conditions dans lesquelles la marque d'origine, en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents, devra être apposée lors de l'importation et de la mise en vente, ainsi que toutes autres modalités nécessaires à l'application de la présente loi »;

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle, en date du 23 novembre 1936;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après, les becs à gaz divers (art. 574 et 630 quater et quinquies du tarif des douanes).

En conséquence, les produits précités, lorsqu'ils seront étrangers, ne pourront être introduits en France pour la consommation, admis à l'entrepôt ou à la circulation, exposés, mis en vente, vendus ou détenus pour un usage commercial, qu'à la condition de porter l'indication de leur pays d'origine en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents.

Cette indication figurera en creux sur la douille, sous le numéro ou l'indication de débit de la buse, en caractères d'un millimètre et demi minimum de hauteur.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au journal officiel.

Toutefois, les produits étrangers qui auraient été introduits en France antérieurement à cette mise en vigueur pourront être admis à la circulation, exposés, mis en vente et vendus, si le vendeur en indique expressément à l'acheteur le pays d'origine, par une mention spéciale sur la facture.

ART. 3. — Par dérogation à l'article 1^{er} du présent décret, sont dispensés des formalités prévues audit article, en ce qui concerne l'admission à l'entrepôt, les produits étrangers qui seraient destinés à la réexportation, pourvu que ni le produit, ni les emballages, ne portent aucun nom, marque, signe ou indication quelconque qui puisse créer une confusion sur la véritable origine des produits considérés.

ART. 4. — Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 29 mai 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,

Paul BASTID.

Le ministre des finances,

Vincent AURIOL.

Instruments de pesage et mesurage

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances;

Vu la loi du 20 avril 1932, rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, et notamment ses articles 1^{er} et 2, ainsi conçus :

« ARTICLE PREMIER. — Des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ou du ministre de l'agriculture, après avis des ministres intéressés, pourront déclarer obligatoire, pour les produits étrangers introduits en France qu'ils détermineront, l'apposition de marques indiquant l'origine.

« ART. 2. — Les décrets visés à l'article 1^{er} seront rendus, suivant le cas, après avis du comité technique de la propriété industrielle ou du conseil supérieur de l'agriculture.

« Ils fixeront, pour chaque produit étranger, les conditions dans lesquelles la marque d'origine, en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents, devra être apposée lors de l'importation, et de la mise en vente, ainsi que toutes autres modalités nécessaires à l'application de la présente loi » ;

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle, en date du 30 novembre 1936;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après, les instruments de pesage et de mesurage (art. 525 bis C et 646 du tarif des douanes).

En conséquence, les produits précités, lorsqu'ils seront étrangers, ne pourront être introduits en France pour la consommation, admis à l'entrepôt ou à la circulation, exposés, mis en vente, vendus ou détenus pour un usage commercial, qu'à la condition de porter l'indication de leur pays d'origine en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au journal officiel.

Toutefois, les produits étrangers qui auraient été introduits en France antérieurement à cette mise en

vigueur pourront être admis à la circulation, exposés, mis en vente, et vendus, si le vendeur en indique expressément à l'acheteur le pays d'origine par une mention spéciale sur la facture.

ART. 3. — Par dérogation à l'article 1^{er} du présent décret, sont dispensés des formalités prévues audit article, en ce qui concerne l'admission à l'entrepôt, les produits étrangers qui seraient destinés à la réexportation, pourvu que ni le produit, ni les emballages, ne portent aucun nom, marque, signe ou indication quelconque qui puisse créer une confusion sur la véritable origine des produits considérés.

ART. 4. — Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 29 mai 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,

Paul BASTID.

Le ministre des finances,

Vincent AURIOL.

Peignes et objets de tabletterie

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances;

Vu la loi du 20 avril 1932, rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, et notamment ses articles 1^{er} et 2, ainsi conçus :

« ARTICLE PREMIER. — Des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ou du ministre de l'agriculture, après avis des ministres intéressés, pourront déclarer obligatoire pour les produits étrangers introduits en France qu'ils détermineront, l'apposition de marques indiquant l'origine.

« ART. 2. — Les décrets visés à l'article 1^{er} seront rendus suivant le cas, après avis du comité technique de la propriété industrielle ou du conseil supérieur de l'agriculture.

« Ils fixeront, pour chaque produit étranger, les conditions dans lesquelles la marque d'origine, en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents, devra être apposée lors de l'importation et de la mise en vente, ainsi que toutes autres modalités nécessaires à l'application de la présente loi » ;

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle, en date du 30 novembre 1936;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après :

Tous peignes et autres objets de tabletterie (art. 638 ter et 641 bis du tarif des douanes) quels que soient leur forme, leur mode de fabrication, leur destination, leur présentation et la matière première utilisée.

En conséquence, les produits précités, lorsqu'ils seront étrangers, ne pourront être introduits en France pour la consommation, admis à l'entrepôt ou à la circulation, exposés, mis en vente, vendus ou détenus pour un usage commercial, qu'à la condition de porter

l'indication de leur pays d'origine en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents.

Cette indication sera réalisée sur les objets eux-mêmes, par voie de poinçonnage ou de moulage en creux ou en relief sur creux.

Seront dispensés de cette apposition sur les produits eux-mêmes de l'indication d'origine obligatoire :

1° — Les articles qui, par leur dimension, leur forme, leur composition ou par l'usage auquel ils sont destinés, ne peuvent manifestement pas en être directement revêtus;

2° — Les articles pour lesquels l'apposition directe de l'indication d'origine entraînerait une détérioration évidente ou une dépréciation certaine de leur caractère artistique,

à condition toutefois que, dans tous les cas, cette indication figure sur le conditionnement ou l'emballage, et, si les objets sont vendus au détail sans conditionnement ni emballage, sur le dispositif servant à leur présentation à l'acheteur.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au journal officiel.

Toutefois, les produits étrangers qui auraient été introduits en France antérieurement à cette mise en vigueur, pourront être admis à la circulation, exposés, mis en vente et vendus, si le vendeur en indique expressément à l'acheteur le pays d'origine par une mention spéciale sur la facture.

ART. 3. — Par dérogation à l'article 1^{er} du présent décret, sont dispensés des formalités prévues audit article, en ce qui concerne l'admission à l'entrepôt, les produits étrangers qui seraient destinés à la réexportation, pourvu que ni le produit, ni les emballages, ne portent aucun nom, marque, signe ou indication quelconque qui puisse créer une confusion sur la véritable origine des produits considérés.

ART. 4. — Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 29 mai 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,

Paul BASTID.

Le ministre des finances,

Vincent AURIOL.

Gants de peau fourrés

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances;

Vu la loi du 20 avril 1932, rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, et notamment ses articles 1^{er} et 2, ainsi conçus :

« ARTICLE PREMIER. — Des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ou du ministre de l'agriculture, après avis des ministres intéressés, pourront déclarer obligatoire, pour les produits étrangers introduits en France qu'ils détermineront, l'apposition de marques indiquant l'origine.

« ART. 2. — Les décrets visés à l'article 1^{er} seront rendus, suivant le cas, après avis du comité technique de la propriété industrielle ou du conseil supérieur de l'agriculture.

« Ils fixeront, pour chaque produit étranger, les conditions dans lesquelles la marque d'origine, en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents, devra être apposée lors de l'importation et de la mise en vente, ainsi que toutes autres modalités nécessaires à l'application de la présente loi »;

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle, en date du 23 novembre 1936;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après : les gants de peau fourrés, doublés de molleton, de laine ou de fourrure, avec ou sans manchette apparente de fourrure (n° 484 du tarif des douanes).

En conséquence, les produits précités, lorsqu'ils seront étrangers, ne pourront être introduits en France pour la consommation, admis à l'entrepôt ou à la circulation, exposés, mis en vente, vendus ou détenus pour un usage commercial, qu'à la condition de porter l'indication de leur pays d'origine en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents.

Pour les gants de peau doublés de molleton ou de laine ou de fourrure sans manchette apparente de fourrure, cette indication sera marquée sur une étiquette en tissu dont la partie apparente présentera au minimum 1 centimètre de largeur et 6 centimètres de longueur; cette étiquette, pour faire corps avec le gant, sera prise par son long côté supérieur dans la piqûre, faite à la machine, du bord du gant, et solidement cousue sur les trois autres faces.

Lorsque les gants de peau auront une manchette apparente de fourrure ne comportant pas de bord rabattu en peau, le long côté supérieur de l'étiquette sera pris dans la couture à la machine du bord de fourrure, et, d'autre part, l'étiquette sera solidement cousue sur ses trois autres côtés.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au journal officiel.

Toutefois, les produits étrangers qui auraient été introduits en France antérieurement à cette mise en vigueur, pourront être admis à la circulation, exposés, mis en vente et vendus, si le vendeur en indique expressément à l'acheteur le pays d'origine par une mention spéciale sur la facture.

ART. 3. — Par dérogation à l'article 1^{er} du présent décret, sont dispensés des formalités prévues audit article, en ce qui concerne l'admission à l'entrepôt, les produits étrangers qui seraient destinés à la réexportation, pourvu que ni le produit, ni les emballages, ne portent aucun nom, marque, signe ou indication quelconque qui puisse créer une confusion sur la véritable origine des produits considérés.

ART. 4. — Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 29 mai 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,

Paul BASTID.

Le ministre des finances,

Vincent AURIOL.

Matériel cinématographique et de projection fixe

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances;

Vu la loi du 20 avril 1932, rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, et notamment ses articles 1^{er} et 2, ainsi conçus :

« ARTICLE PREMIER. — Des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ou du ministre de l'agriculture, après avis des ministres intéressés, pourront déclarer obligatoire, pour les produits étrangers introduits en France qu'ils détermineront, l'apposition de marque indiquant l'origine.

« ART. 2. — Les décrets visés à l'article 1^{er} seront rendus, suivant le cas, après avis du comité technique de la propriété industrielle ou du conseil supérieur de l'agriculture.

« Ils fixeront, pour chaque produit étranger, les conditions dans lesquelles la marque d'origine, en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents, devra être apposée lors de l'importation et de la mise en vente, ainsi que toutes autres modalités nécessaires à l'application de la présente loi »;

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle, en date du 23 novembre 1936;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après : les appareils de projection fixe, les appareils de prise de vues et les appareils de projection cinématographiques (article 635 bis du tarif des douanes).

En conséquence, les produits précités, lorsqu'ils seront étrangers, ne pourront être introduits en France pour la consommation, admis à l'entrepôt ou à la circulation, exposés, mis en vente, vendus ou détenus pour un usage commercial, qu'à la condition de porter l'indication de leur pays d'origine en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents.

Cette indication devra venir de fonderie en creux et être apposée :

a) Appareils de projection fixe et appareils de prise de vues. — Sur la face droite (pour un observateur regardant l'objet projeté ou photographié);

b) Appareils de projection cinématographique. — Sur les projecteurs, lanternes et lampes à arc, du côté droit (pour un observateur regardant l'écran). L'indication d'origine figurera également sur chaque projecteur, lanterne ou lampe à arc importé séparément.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au journal officiel.

Toutefois, les produits étrangers qui auraient été introduits en France antérieurement à cette mise en vigueur, pourront être admis à la circulation, exposés, mis en vente et vendus, si le vendeur en indique expressément à l'acheteur le pays d'origine par une mention spéciale sur la facture.

ART. 3. — Par dérogation à l'article 1^{er} du présent décret, sont dispensés des formalités prévues audit article, en ce qui concerne l'admission à l'entrepôt, les produits étrangers qui seraient destinés à la réexportation, pourvu que ni le produit, ni les emballages, ne portent aucun nom, marque, signe ou indication quelconque qui puisse créer une confusion sur la véritable origine des produits considérés.

ART. 4. — Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 29 mai 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,
Paul BASTID.

Le ministre des finances,
Vincent AURIOL.

Articles métalliques divers

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances;

Vu la loi du 20 avril 1932, rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, et notamment ses articles 1^{er} et 2, ainsi conçus :

« ARTICLE PREMIER. — Des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie, ou du ministre de l'agriculture, après avis des ministres intéressés, pourront déclarer obligatoire, pour les produits étrangers introduits en France qu'ils détermineront, l'apposition de marques indiquant l'origine.

« ART. 2. — Les décrets visés à l'article 1^{er} seront rendus, suivant le cas, après avis du comité technique de la propriété industrielle ou du conseil supérieur de l'agriculture.

« Ils fixeront, pour chaque produit étranger, les conditions dans lesquelles la marque d'origine, en caractères latins indélébiles et manifestement apparents, devra être apposée lors de l'importation et de la mise en vente, ainsi que toutes autres modalités nécessaires à l'application de la présente loi »;

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle, en date du 23 novembre 1936;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après, les articles métalliques suivants :

A. — Anneaux, pinces, anneaux-pinces, garnitures de rideaux fenêtres, portières, etc. en cuivre estampé ou en acier, estampé, nickelé ou chromé (art. 575 du tarif des douanes).

Ferrures d'ameublement, cuivrierie d'ameublement (art. 559 quater).

Porte-chapeaux et porte-manteaux (art. 568, 575, 579, 579 bis, § 1^{er}).

Boucles de ceintures, boucles de bretelles et jaretelles (art. 546 bis).

Epingles de sûreté (art. 546).

Objets métalliques ou d'orfèvrerie fantaisie en cuivre, zinc, étain, nickel ou leurs alliages, bruts, polis, vernis, dorés, argentés, nickelés ou chromés, pour les nécessaires de voyage, de couture, de manucure et analogues; pour la table, la toilette, l'ornement, l'ameublement, l'éclairage, les articles de bureau et de fumeurs, et parties de ces objets, tels par exemple que montures de brosses, glaces, accessoires, etc., couvercles de boîtes, bouchons de flacons d'encriers, etc. (article 496, 573, 575, 577, 578, 579).

B. — Eponges métalliques, torchons métalliques (art. 567 quater).

Attaches métalliques de bureau (art. 568).

En conséquence, les produits précités, lorsqu'ils seront étrangers, ne pourront être introduits en France pour la consommation, admis à l'entrepôt ou à la circulation, exposés, mis en vente, vendus ou détenus pour un usage commercial, qu'à la condition de porter l'indication de leur pays d'origine en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents.

Cette indication devra satisfaire aux conditions suivantes :

a) Pour les articles désignés ci-dessus sous « A » l'indication du pays d'origine sera inscrite dans chaque article sur une partie visible ou polie de l'objet terminé sans que son caractère artistique s'en trouve altéré, sa dimension, proportionnée aux dimensions de l'objet, la rendant facilement lisible;

b) Pour les articles mentionnés ci-dessus sous « B » elle sera apposée sur les cartes, cartonnages, étiquettes et emballages et si les articles sont vendus au détail sans carte, étiquettes ou emballages, sur le dispositif servant à leur présentation à l'acheteur.

Il en sera de même en ce qui concerne les articles mentionnés plus haut sous « A » dont la dimension ou la forme rendrait matériellement impossible l'apposition de la marque.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au journal officiel.

Toutefois, les produits étrangers qui auraient été introduits en France antérieurement à cette mise en vigueur, pourront être admis à la circulation, exposés, mis en vente et vendus, si le vendeur en indique expressément à l'acheteur le pays d'origine par une mention spéciale sur la facture.

ART. 3. — Par dérogation à l'article 1^{er} du présent décret, sont dispensés des formalités prévues audit article, en ce qui concerne l'admission à l'entrepôt, les produits étrangers qui seraient destinés à la réexportation, pourvu que ni le produit, ni les emballages, ne portent aucun nom, marque, signe ou indication quelconque qui puisse créer une confusion sur la véritable origine des produits considérés.

ART. 4. — Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 29 mai 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,

Paul BASTID.

Le ministre des finances,
Vincent AURIOL.

Organisation du personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture aux colonies

ARRETE N° 508 promulguant au Togo le décret du 8 juin 1937 relatif à l'organisation du personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des

dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 8 juin 1937 relatif à l'organisation du personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 juin 1937 relatif à l'organisation du personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 septembre 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 1^{er} août 1921, portant organisation du personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies autres que l'Indochine et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 11 septembre 1920, fixant le régime de la solde et les accessoires des cadres locaux et supprimant la formalité de l'approbation ministérielle préalable de certains arrêtés des gouverneurs généraux des colonies;

Vu le décret du 19 novembre 1933, modifiant les conditions d'admission à l'Institut national d'agronomie coloniale;

Vu le décret du 11 octobre 1934 fixant les conditions d'attribution, des accessoires de solde du personnel colonial;

Vu le décret du 21 décembre 1934 donnant à l'Institut national d'agronomie coloniale, le titre d'Institut national d'agronomie de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 14 octobre 1936 concernant les engagements par contrat dans les colonies;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 1^{er}, 3, 7, 9, 10 et 12 du décret du 1^{er} août 1921, modifiés par les décrets des 28 décembre 1927 et 30 novembre 1931, organisant les personnels des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies, autres que l'Indochine, sont remplacées par les suivants :

Art. 1^{er}. — Le personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture comprend :

1^o — Des fonctionnaires appartenant au cadre général des ingénieurs de travaux d'agriculture et des spécialistes des laboratoires organisés par le présent décret;

2^o — Des fonctionnaires appartenant aux cadres réguliers des administrations métropolitaines et placés en service détaché après avis des gouverneurs généraux et gouverneurs;

3^o — Des agents spéciaux qui prennent le titre de conducteurs des travaux d'agriculture, chargés de conduire le personnel du cadre général.

Les cadres, les traitements, les conditions de recrutement et de discipline de ces agents spéciaux, qui comprennent des conducteurs en chef, des conducteurs principaux, des conducteurs et des conducteurs adjoints, sont réglés par des arrêtés des chefs des colonies. Ces arrêtés ne sont exécutoires qu'après approbation du ministre des colonies.

Les conducteurs de travaux d'agriculture, quel que soit leur grade, sont toujours subordonnés au personnel du cadre général;

4^o — A titre exceptionnel, des spécialistes recrutés dans les conditions fixées par le décret du 14 octobre 1936 relatif aux engagements par contrat.

Art. 3. — La hiérarchie, les traitements et le classement du personnel des services techniques et scien-

tifiques de l'agriculture aux colonies sont fixés ainsi qu'il suit :

GRADES ET CLASSES		SOLDES	CLASSEMENT
		Francs.	
Inspecteur général	1 ^{re} classe	68.000 »	1 ^{re} catégorie A.
	2 ^e classe	65.000 »	
Ingénieur des travaux d'agriculture	Personnel des laboratoires		
Ingénieur en chef :	Directeur de laboratoire :		
1 ^{re} classe :	1 ^{re} classe :		
Après 6 ans.	Après 6 ans.	62.000 »	1 ^{re} catégorie B.
Après 3 ans.	Après 3 ans.	58.500 »	
Avant 3 ans.	Avant 3 ans.	55.000 »	
2 ^e classe	2 ^e classe	50.000 »	
3 ^e classe	3 ^e classe	45.000 »	
Ingénieur de :	Chef de travaux pratiques de :		
1 ^{re} classe	1 ^{re} classe	42.000 »	2 ^e catégorie.
2 ^e classe	2 ^e classe	37.500 »	
3 ^e classe	3 ^e classe	33.000 »	
Ingénieur adjoint de :	Assistant de :		
1 ^{re} classe	1 ^{re} classe	26.000 »	
2 ^e classe	2 ^e classe	21.000 »	
3 ^e classe	3 ^e classe	16.000 »	
Stagiaire.	Stagiaire.	14.000 »	

NOTA. — Les ingénieurs adjoints et les assistants, sauf les stagiaires, bien que compris à la 2^e catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés (domesticité, bagages etc.).

Les inspecteurs généraux d'agriculture assurent la direction et le contrôle des services de l'agriculture des gouvernements généraux. Leur effectif ne pourra, en aucun cas, être supérieur à trois.

Art. 7. — Les inspecteurs généraux de 2^e classe, les ingénieurs en chefs de 3^e classe, les ingénieurs de 3^e classe, sont choisis parmi les fonctionnaires de la 1^{re} classe du grade immédiatement inférieur.

Les ingénieurs adjoints de 3^e classe sont recrutés.

1^o — Pour les quatre cinquièmes des vacances, parmi les ingénieurs adjoints stagiaires ayant satisfait aux conditions indiquées à l'article 8 du présent décret (les quatre premiers tours);

2^o — Pour le cinquième des vacances (5^e tour), parmi les conducteurs des cadres locaux comptant aux moins quatre ans de service effectif aux colonies, dont au moins deux ans dans ce grade et ayant obtenu le diplôme d'ingénieur d'agronomie coloniale ou ayant subi avec succès l'examen d'ensemble de fin d'études de la section agronomique de l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer. Ces agents doivent, en outre, faire l'objet d'une proposition motivée des gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies qui est obligatoirement soumise à l'appréciation de la commission de classement, prévue à l'article 11 du décret du 1^{er} août 1921. A défaut de candidats de cette catégorie, le tour n'est pas réservé.

Les conducteurs principaux des travaux d'agriculture, promus ingénieurs adjoints de 3^e classe, con-

servent leur traitement jusqu'au moment où les avancements obtenus leur donneront droit à un traitement supérieur.

Des congés spéciaux en France pour suivre les cours ou passer l'examen d'ensemble de fin d'études de la section agronomique de l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer peuvent être accordés aux agents des cadres locaux dans les conditions prévues aux articles 3 et 10 du décret du 3 août 1920 et à l'article 40 du décret du 2 mars 1910.

Toutefois, par dérogation aux dispositions de ce dernier article, la durée des congés accordés pour suivre les cours sera au moins égale à celle desdits cours, sans pouvoir être prolongée de plus d'un mois après la fin des études. Les intéressés recevront pendant toute cette période, leur solde de présence augmentée de l'indemnité de résidence prévue par l'article 92 du décret du 2 mars 1910, modifié le 11 septembre 1920, sur production d'un certificat de scolarité délivré par la direction de l'école ou d'un certificat de fin d'études remis par le même fonctionnaire à la clôture des cours.

Les ingénieurs adjoints stagiaires sont recrutés parmi les candidats pourvus du diplôme d'ingénieur d'agronomie coloniale délivré par l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer.

Art. 9. — Les directeurs de laboratoire de 3^e classe et les chefs de travaux pratiques de 3^e classe sont recrutés, pour les deux tiers, parmi les fonctionnaires

de la 1^{re} classe du grade immédiatement inférieur; les assistants de 3^e classe, également pour les deux tiers, parmi les assistants stagiaires ayant subi un stage d'une année au moins et ayant été titularisés dans la forme prévue à l'article 8 ci-dessus, pour les ingénieurs adjoints stagiaires.

Les assistants stagiaires sont recrutés :

1^o — Parmi les anciens élèves diplômés de la section agronomique de l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer;

2^o — Parmi les candidats munis d'une licence permettant d'accéder, sans dispense, au doctorat ès-sciences et ayant servi au moins deux ans dans un établissement public ou privé de leur spécialité.

Les assistants stagiaires de la première catégorie ci-dessus indiquée accomplissent leur année de stage en France dans un laboratoire désigné par le directeur de l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer. Ils sont titularisés dans la forme prévue à l'article 8 ci-dessus, sur la proposition du directeur de l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer communiquée au gouverneur général ou au gouverneur à la disposition de qui ils ont été placés et approuvée par ce haut fonctionnaire.

L'autre tiers du personnel de chacun de ces grades peut être recruté parmi les spécialistes possédant les titres énumérés ci-dessus et ayant occupé, pendant plusieurs années, dans des établissements publics ou privés, des fonctions de leur spécialité. L'admission des agents de cette catégorie ne peut avoir lieu que sur avis favorable de la commission de classement, prévue à l'article 11. Cette commission fixe, en outre, le grade et la classe de recrutement qui ne peuvent être supérieurs au grade et à la classe auxquels le candidat serait parvenu s'il était entré dans le cadre en qualité d'assistant de 3^e classe à l'âge de vingt-quatre ans et qu'il ait obtenu un avancement au temps minimum de deux ans d'ancienneté, les années pendant lesquelles il a occupé des fonctions de sa spécialité entrant seules dans ce décompte.

Toutefois, l'admission des agents de cette catégorie ne devient définitive qu'à la suite d'un stage d'une année et s'ils sont l'objet d'une proposition en leur faveur, de leur chef de service technique, suivie de l'avis conforme du gouverneur général ou du gouverneur.

Dans le cas contraire, ils sont licenciés dans les conditions prévues à l'article 8 ci-dessus. Pendant leur stage, ces agents touchent la solde de leur grade et de leur classe d'admission.

A défaut d'un nombre suffisant d'agents d'une des deux catégories, le recrutement est complété par les candidats appartenant à l'autre.

Art. 10. — Les avancements en grade et en classe ont lieu exclusivement au choix à partir de la 2^e classe du grade d'ingénieur ou de chef de travaux pratiques.

Les avancements des ingénieurs ou chefs de travaux pratiques de 3^e classe et des ingénieurs adjoints ou assistants ont lieu au choix et à l'ancienneté dans les conditions déterminées par l'article 12 ci-après.

Les avancements ne pourront être accordés qu'aux agents figurant sur les tableaux établis par une commission spéciale de classement siégeant au ministère des colonies et dont la composition est réglée par l'article 11 ci-après.

Les nominations sont faites obligatoirement dans l'ordre de ce tableau.

Art. 12. — La commission de classement établit chaque année, dans le courant du mois de décembre, le tableau d'avancement de l'année suivante :

Elle procède :

a) A un premier classement entre ceux des fonctionnaires du cadre général régulièrement proposés, soit par les gouverneurs généraux ou gouverneurs des colonies, soit pour les agents détachés, par l'autorité compétente.

b) A l'examen des notes en vue de leur inscription au tableau d'avancement, des ingénieurs ou chefs de travaux pratiques de 3^e classe et des ingénieurs adjoints ou assistants en service dans le cadre ou détachés, non proposés, réunissant au 1^{er} janvier cinq ans de services dans leur grade et classe.

Si la commission estime que la manière de servir des ingénieurs ou chefs de travaux de 3^e classe et des ingénieurs adjoints ou assistants de 1^{re} classe non proposés le permet, elle procède d'office à leur inscription au tableau d'avancement.

Les inscriptions d'office des ingénieurs adjoints ou assistants de 2^e classe et de 3^e classe sont effectuées suivant l'ordre d'ancienneté des intéressés entre eux.

Elle établit le tableau définitif après avoir inscrit, s'il y a lieu, le reliquat du tableau précédent, de façon à alterner les inscriptions dans les groupes a) et b) ci-dessus, la proportion devant être de cinq inscriptions du groupe a) pour une inscription du groupe b) pour la 2^e classe d'ingénieur ou chef de travaux; de quatre inscriptions du groupe a) pour une inscription du groupe b) pour le grade d'ingénieur ou chef de travaux de 3^e classe; de deux inscriptions du groupe a) pour une inscription du groupe b) pour la 1^{re} classe et la 2^e classe d'ingénieur adjoint ou d'assistant.

Il sera tenu compte de la dernière inscription du tableau précédent.

S'il n'y a plus de fonctionnaires d'un des groupes, les inscriptions sont faites uniquement dans la catégorie de l'autre groupe.

Si, dans le courant de l'année ce tableau est épuisé, la commission peut établir un tableau complémentaire pour la même année.

Dans le cas où il n'aura pas été possible de promouvoir tous les candidats inscrits aux tableaux établis pour l'année, les intéressés conserveront le bénéfice de leur inscription et devront figurer en tête du tableau de l'année suivante, à moins que la commission de classement n'en décide autrement, sur rapport motivé du gouverneur général ou du gouverneur de la colonie ou sauf dans les cas prévus au titre III.

Art. 13. — Pour être inscrits au tableau d'avancement au choix, les agents du cadre général doivent être proposés par le gouverneur général ou le gouverneur de la colonie dans laquelle ils sont en service et avoir, au 1^{er} janvier qui suit la date de la réunion de la commission pour le tableau primitif et au premier jour du mois qui suit la réunion de la commission pour le tableau complémentaire deux années d'ancienneté soit dans la première classe du grade immédiatement inférieur, soit dans la classe immédiatement inférieure du même grade et une durée de service effectif aux colonies au moins égale à la moitié du temps de séjour exigé pour l'obtention d'un congé administratif dans la ou les colonies où ce service a été effectué, sans toutefois, que cette durée soit supérieure à deux ans.

Les mêmes conditions de service effectif aux colonies seront exigées des agents qui seront inscrits au tableau d'ancienneté dans les conditions de l'article 12 du présent décret.

ART. 2. — Il est ajouté au décret du 1^{er} août 1921 un article 13 bis, ainsi conçu :

Art. 13. bis. — L'honorariat du grade peut, après avis de la commission de classement, être conféré aux fonctionnaires du cadre général des services techniques et scientifiques de l'agriculture aux colonies, retraités, démissionnaires ou licenciés pour raison de santé.

Par mesure exceptionnelle, l'honorariat du grade supérieur peut être décerné, dans les mêmes conditions, aux fonctionnaires du cadre qui ont figuré, avant la cessation de leurs fonctions, sur un tableau d'avancement pour ce grade.

ART. 3. — Le personnel du service de l'agriculture de l'Indochine est incorporé dans les cadres des services techniques et scientifiques de l'agriculture aux colonies; les ingénieurs des travaux d'agriculture et du génie rural et les spécialistes des laboratoires étant versés respectivement dans le cadre des ingénieurs et dans celui des spécialistes des laboratoires aux colonies.

Un arrêté ministériel fixera les conditions de cette incorporation suivant les propositions présentées par la commission de classement qui comprendra un fonctionnaire des services agricoles de l'Indochine et un fonctionnaire des services agricoles des autres colonies. Ils seront choisis parmi les plus élevés en grade, présents en France.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 4. — A titre transitoire et par dérogation aux dispositions du présent décret, les titulaires des titres énumérés à l'article 9 du décret du 1^{er} août 1921 pourront, jusqu'au 1^{er} janvier 1938, être admis dans le cadre des laboratoires des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies s'ils justifient de cinq années de travail dans leur spécialité. Ils pourront, en outre, jusqu'à la même date, être dispensés des conditions d'âge prévues à l'article 5, paragraphe 2, du décret du 1^{er} août 1921, s'ils justifient d'au moins cinq années de pratique professionnelle accomplie dans les colonies françaises ou territoires sous mandat français, tant auprès des services publics que d'organismes d'intérêt général.

Les candidats remplissant les conditions précitées ne pourront être admis dans les cadres qu'après avis favorable de la commission de classement prévue à l'article 11 du décret du 1^{er} août 1921.

ART. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 juin 1937.

ALBERT LEBRUNT.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Suppression du prélèvement exercé sur les pensions des retraités locaux des colonies

ARRETE N° 489 promulguant au Togo le décret du 27 juin 1937 portant suppression, à compter du 1^{er} janvier 1937, du prélèvement de 10 p. 100 exercé sur les pensions des retraités locaux des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la circulaire n° 31/1^{er} B. du 12 juillet 1937 du ministre des colonies;

Vu le décret du 27 juin 1937 portant suppression à compter du 1^{er} janvier 1937, du prélèvement de 10 p. 100 exercé sur les pensions des retraités locaux des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 27 juin 1937 portant suppression, à compter du 1^{er} janvier 1937, du prélèvement de 10 p. 100 exercé sur les pensions des retraités locaux des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 août 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu la loi du 14 avril 1924 sur les pensions;

Vu l'article 9, dernier alinéa, du décret du 4 avril 1934 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires;

Vu l'article 9, 5^e alinéa, du décret du 28 octobre 1934 sur le même objet;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général sur les dépenses publiques;

Vu l'article 62, 2^e alinéa, de la loi de finances du 31 décembre 1936;

Vu le décret du 18 janvier 1937 portant suppression du prélèvement exercé sur les pensions des retraités locaux;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le prélèvement de 10 p. 100 qui, en application des décrets des 28 octobre 1934 et 16 juillet 1935, a pu être exercé par les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat sur les pensions servies à leurs anciens agents locaux ou à leurs ayants cause, est supprimé à compter du 1^{er} janvier 1937.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 juin 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Avenant à la convention commerciale entre la France et la Turquie

ARRETE N° 490 promulguant au Togo le décret du 29 juin 1937 portant publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale du 29 août 1929 entre la France et la Turquie, signé à Ankara le 15 juin 1937.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la circulaire ministérielle (colonies) n° 1104 du 6 juillet 1937;

Vu le décret du 29 juin 1937 portant publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale du 29 août 1929 entre la France et la Turquie, signé à Ankara, le 15 juin 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 juin 1937 portant publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale du 29 août 1929 entre la France et la Turquie, signé à Ankara, le 15 juin 1937.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 août 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875;

Vu la loi du 29 juillet 1919;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce, du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et du ministre de l'intérieur;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'avenant à la convention commerciale du 29 août 1929 entre la France et la Turquie, signé à Ankara le 15 juin 1937, dont la teneur suit, sera applicable à partir du 1^{er} juillet 1937, en attendant son approbation par le Sénat et par la chambre des députés.

AVENANT

A LA CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉE, LE 29 AOÛT 1929, ENTRE LA FRANCE ET LA TURQUIE

Le gouvernement français et le gouvernement turc, désireux de faciliter les relations commerciales entre

les deux pays, conviennent de remettre en vigueur, pendant la durée du présent avenant, les stipulations de la convention du 29 août 1929, à l'exception des dispositions des articles 1^{er}, 2, 3, 5 et 6, ainsi que celles du paragraphe C de l'article 26 et les articles correspondants du protocole annexé à ladite convention; toutefois, le premier paragraphe de l'article 1^{er}, ainsi que les déclarations contenues dans les articles 1^{er} et 2 de ce protocole demeurent en vigueur.

ARTICLE PREMIER. — A l'exception des produits inscrits sur la liste 1 ci-annexée, les produits d'origine turque seront admis, en matière de tarif, à leur importation en France, au bénéfice des droits du tarif minimum et du traitement de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire des taux les plus réduits que la France accorde ou pourrait accorder à toute puissance tierce en vertu de mesures tarifaires, de conventions commerciales ou de modifications à la nomenclature douanière et aux méthodes de tarification, tant en ce qui concerne les droits à l'importation, que toute surtaxe, coefficient ou majoration dont ces droits sont ou pourraient être l'objet.

A l'exception des produits inclus à la liste 2 ci-annexée, les produits d'origine française seront admis, en matière de tarif, à leur importation en Turquie, au bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire des taux les plus réduits que la Turquie accorde ou pourrait accorder à toute puissance tierce, en vertu de mesures tarifaires, de conventions commerciales ou de modifications à la nomenclature douanière et aux méthodes de tarification, tant en ce qui concerne les droits à l'importation que toute surtaxe, coefficient ou majoration dont ces droits sont ou pourraient être l'objet.

ART. 2. — Le présent avenant, qui se substitue au *modus vivendi* du 6 août 1935, entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1937, pour une durée d'un an.

Il sera renouvelé par tacite reconduction pour des périodes de même durée, si l'une des deux parties ne l'a pas dénoncé deux mois avant la date de son expiration.

Fait à Ankara, le 15 juin 1937.

Signé : Jean LESCUYER. Signé : Faik KURDOGLU.

LISTE I

Produits pour lesquels la Turquie ne bénéficiera pas de la clause de la nation la plus favorisée à l'entrée en France

NUMÉROS du tarif douanier français.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	NUMÉROS du tarif douanier français	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
52	Blanc de baleine et de cachalot.	0319	Méthylquinoléine, etc.
54	Faons de baleine, bruts.	0321 bis	Paracrésidine.
62	Dents d'éléphants.	0331	Nitroso-analgésine.
75 bis	Pain de régime, de gluten.	0334	Benzylidène, amino-analgésine.
102	Cannelle.	0336 bis	Diamidodiphénylurée, etc.
106	Girofle.	0336	Glycyrrhizine ou glycyrrhizate d'ammoniaque.
107	Vanille.	213	Rails en acier..
108	Thé.	288	Pâte de pastel grossière.
118	Camphre.	289	Cachou en masse.
119	Caoutchouc, balata, gutta-percha, etc.	340	Appareils sanitaires en grès.
144	Phormium tetax, abaca, etc.	351	Verre à vitre.
205 bis	Ferro-alliages, etc.	351 bis	Vitreaux.
211	Fer-blanc.	497 à 509 bis	Horlogerie.
07, 07 bis, 08, 09	Acide nitrique.	512 B	Locomotives.
010	Acide sulfonitrique.	515 à 519 bis	Machines et mécaniques.
013 bis	Eaux ammoniacales provenant de l'épuration du gaz.	Ex 521 quater	Linotypes.

NUMÉROS du tarif douanier français	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	NUMÉROS du tarif douanier français	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
015	Ammoniaque commercialement pure, etc.	524 bis G	Appareils de T. S. F.
016	Ammoniaque liquide anhydre.	527	Appareils frigorifiques
035	Orxychlorure de carbone.	544	Aiguilles à coudre.
054	Hydrogène comprimé.	560 et 561	Câbles en acier.
059	Oxygène comprimé et liquéfié.	631	Fanons de baleine.
059 bis	Azote comprimé.	634 635	Instruments de précision.
059 ter	Acétylène, etc.	620 635	Instruments d'optique.
0137 bis	Lessives résiduelles de carnallite.	635 bis	Stéréoscopes.
0318	Quinaldine, quinquoline.	648	Allumettes chimiques.

LISTE 2

Produits pour lesquels la France ne bénéficiera pas de la clause de la nation la plus favorisée à l'entrée en Turquie

NUMÉROS du tarif douanier turc	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	NUMÉROS du tarif douanier turc	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
2	Mulets.	Ex 207	Halva de toutes sortes.
3	Anes.	Ex 280	Poix de stéarine.
34	Œufs.	Ex 283	Charbon de bois.
57	Eponge de mer et de rivière.	288	Copeaux, fils, paille, laine et sciure de bois.
Ex 114	Tapis et kilims turcs et persans.	300	Sabots de bois, même avec addition de cuir.
Ex 152	Seigle, maïs, maïs dent de cheval.	Ex 409	Lin et chanvre peignés et étoupes de lin et de chanvre.
Ex 174	Raisins secs.	Ex 674	Traineaux.
198	Pommes de terre fraîches.	Ex 694	Lignite, ouvrages en tourbe.
Ex 206	Rahatlokoum.		

ART. 2. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce, le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 juin 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,

Yvon DELBOS.

Le ministre du commerce,

Fernand CHAPSAL.

Le ministre de l'agriculture,

Georges MONNET.

Le ministre des finances,

Georges BONNET.

Le ministre de l'intérieur,

Marx DORMOY.

Renouvellement et modification du modus vivendi commercial franco-italien

ARRETE N° 491 promulguant au Togo le décret du 30 juin 1937 portant publication et mise en application, à titre provisoire, d'un arrangement conclu par échange de lettres le 19 juin 1937, portant renouvellement et modification du « modus vivendi » commercial franco-italien du 11 août 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la circulaire ministérielle (colonies) n° 1103 du 8 juillet 1937;

Vu le décret du 30 juin 1937 portant publication et mise en application, à titre provisoire, d'un arrangement conclu par échange de lettres le 19 juin 1937, portant renouvellement et modification du « modus vivendi » commercial franco-italien du 11 août 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 juin 1937 portant publication et mise en application, à titre provisoire, d'un arrangement conclu par échange de lettres le 19 juin 1937, portant renouvellement et modification du « modus vivendi » commercial franco-italien du 11 août 1936.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 août 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875;

Vu la loi du 29 juillet 1919;

Sur la proposition du président du conseil, du ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce, du ministre de l'agriculture, du ministre des colonies et du ministre des finances;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'échange de lettres du 19 juin 1937 portant renouvellement et modification du modus vivendi commercial conclu entre la France et l'Italie, le 11 août 1936, sont mises en application à dater du 1^{er} juillet 1937, en attendant leur approbation par le Sénat et la Chambre des députés.

ECHANGE DE LETTRES

FRANCO-ITALIEN EN DATE DU 19 JUIN 1937

Rome, le 19 juin 1937.

Le chargé d'affaires de la République française à Rome, à son excellence le ministre des affaires étrangères du royaume d'Italie.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de faire à votre excellence les propositions suivantes en ce qui concerne le modus vivendi et les autres accords signés à Rome le 11 août 1936 entre la France et l'Italie, pour régler leurs échanges commerciaux et les paiements qui s'y réfèrent :

1^o — Sous réserve des précisions et modifications ci-après spécifiées, le modus vivendi et les autres accords précités resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre 1937;

2^o — Les contingents réservés à la France pour l'importation de ses marchandises en Italie, à partir du 1^{er} juillet 1937, seront calculés pour une valeur atteignant 85 p. 100 des exportations italiennes en France.

A la fin de chaque mois, les services compétents italiens procéderont avec les services compétents de l'ambassade de France à Rome à un examen de la situation, en vue de fixer, d'un commun accord, les contingents supplémentaires qui pourraient être nécessaires pour établir, s'il y a lieu, la proportion des échanges convenue entre les deux gouvernements;

3^o — Les licences d'importation en Italie des marchandises françaises seront délivrées pour une période semestrielle, mais ne pourront être utilisées que pour la moitié au cours du troisième trimestre de 1937.

Les marchandises soumises au régime de récépissé de douane « Bolletta » pourront être importées trimestriellement dans la limite établie par rapport à la valeur des marchandises importées en Italie dans la période correspondante de l'année 1934.

Les licences d'importation en France seront délivrées pour une période trimestrielle étant convenu que la fixation des contingents, pour les troisième et quatrième trimestres de 1937, s'effectuera sur des bases équivalentes aux bases actuelles;

4^o — En application des stipulations de l'article 7 du modus vivendi du 11 août 1936, les deux gouvernements s'entendront à la fin de chaque mois sur l'affectation du solde du compte visé au premier alinéa de l'article 3 du modus vivendi. Ce solde sera utilisé, à titre exceptionnel, et jusqu'à concurrence de 5 p. 100 de la valeur des importations italiennes depuis le 1^{er} juillet, pour la liquidation des créances non commerciales.

Si le gouvernement italien accepte les propositions qui précèdent, la présente lettre et la réponse de Votre Excellence consacreront l'accord intervenu à ce sujet entre nos deux pays.

Veillez agréer, monsieur le ministre, les assurances de ma très haute considération.

Signé : BLONDEL.

Rome, le 19 juin 1937.

Le ministre des affaires étrangères du royaume d'Italie au chargé d'affaires de la République française à Rome.

Monsieur le chargé d'affaires,

Par une note en date de ce jour, vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit :

« J'ai l'honneur de faire à Votre Excellence les propositions suivantes en ce qui concerne le modus vivendi et les autres accords signés à Rome, le 11 août 1936, entre la France et l'Italie, pour régler leurs échanges commerciaux et les paiements qui s'y réfèrent :

« 1^o — Sous réserve des précisions et modifications ci-après spécifiées, le modus vivendi et les autres accords précités resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre 1937;

« 2^o — Les contingents réservés à la France pour l'importation de ses marchandises en Italie, à partir du 1^{er} juillet 1937, seront calculés pour une valeur atteignant 85 p. 100 des exportations italiennes en France.

« A la fin de chaque mois, les services compétents italiens procéderont avec les services compétents de l'ambassade de France à Rome à un examen de la situation en vue de fixer, d'un commun accord, les contingents supplémentaires qui pourraient être nécessaires pour établir, s'il y a lieu, la proportion des échanges convenue entre les deux gouvernements;

« 3^o — Les licences d'importation en Italie des marchandises françaises seront délivrées pour une période semestrielle mais ne pourront être utilisées que pour la moitié au cours du troisième trimestre de 1937.

« Les marchandises soumises au régime de récépissé de douane « Bolletta » pourront être importées trimestriellement dans la limite établie par rapport à la valeur des marchandises importées en Italie dans la période correspondante de l'année 1934.

« Les licences d'importation en France seront délivrées pour une période trimestrielle, étant convenu que la fixation des contingents, pour les troisième et quatrième trimestres de 1937, s'effectuera sur des bases équivalentes aux bases actuelles;

« 4^o — En application des stipulations de l'article 7 du modus vivendi du 11 août 1936, les deux gouvernements s'entendront à la fin de chaque mois sur l'affectation du solde du compte visé au premier alinéa de l'article 3 du modus vivendi. Ce solde sera utilisé, à titre exceptionnel, et jusqu'à concurrence de 5 p. 100 de la valeur des importations italiennes depuis le 1^{er} juillet, pour la liquidation des créances non commerciales.

« Si le gouvernement italien accepte les propositions qui précèdent, la présente lettre et la réponse de Votre Excellence consacreront l'accord intervenu à ce sujet entre nos deux pays ».

En accusant réception de cette note, j'ai l'honneur de vous déclarer que le gouvernement italien est d'accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, monsieur le chargé d'affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

Signé : CIANO.

ART. 2. — Le président du conseil, le ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce, le ministre de l'agriculture, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 juin 1937.
ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
Camille CHAUMPS.

Le ministre des affaires étrangères,
Yvon DELBOS.

Le ministre du commerce,
Fernand CHAPSAL.

Le ministre de l'agriculture,
Georges MONNET.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Le ministre des finances,
Georges BONNET.

Organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel

ARRETE N° 467 promulguant au Togo le décret du 21 juillet 1937 portant modification du décret du 9 mai 1936 relatif à l'organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 9 mai 1936 portant organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel;

Vu le décret du 21 juillet 1937 portant modification du décret du 9 mai 1936 relatif à l'organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 21 juillet 1937 portant modification du décret du 9 mai 1936 relatif à l'organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 août 1937.
MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 21 juillet 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret en date du 9 mai 1936 a réorganisé les services des travaux publics et des mines des colonies et fixé le statut du personnel.

A l'usage, la rédaction de certains articles de ce décret a pu donner lieu à des divergences d'interpré-

tation et il est apparu qu'il était nécessaire d'en préciser les dispositions.

Par ailleurs, il a été jugé opportun de compléter la liste des établissements délivrant des diplômes d'ingénieur des mines, dont les anciens élèves peuvent être recrutés sur titre en qualité d'ingénieur adjoint stagiaire.

En outre, le délai de un an prévu à l'article 32, entre l'annonce du concours et la date de ces concours paraît à l'application être difficilement respecté; il a été fixé à six mois, au minimum, étant bien entendu que l'administration prendra des mesures pour que ce délai soit le plus long possible.

Enfin, au titre des dispositions transitoires, il a été estimé équitable d'ouvrir les examens et concours professionnels du cadre aux agents contractuels des travaux publics ou des mines en service au moment de la parution du décret du 9 mai 1936. De plus, il paraissait nécessaire de donner aux agents des cadres locaux et auxiliaires ainsi qu'à ces contractuels qui subiraient, avec succès, ces examens et concours les mêmes avantages qu'aux agents susceptibles de bénéficier des dispositions transitoires sans être soumis à ces épreuves.

Tel est l'objet du présent projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 9 mai 1936 portant organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles suivants du décret du 9 mai 1936 portant organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel sont modifiés comme suit :

Art. 16. — Le recrutement et les conditions d'admission des ingénieurs adjoints stagiaires sont réglés par les articles 17, 18 et 19 ci-après. Sauf exceptions prévues aux articles 19 et 25 ci-après, les admissions définitives dans le personnel appartenant au cadre n'ont lieu qu'au grade d'ingénieur adjoint de 4^e classe.

Art. 32. — Les conditions et programmes des concours prévus au présent décret sont fixés par arrêtés du ministre des colonies, publiés au journal officiel de la République française et au journal officiel de chaque colonie et au bulletin officiel du ministère des colonies. La date des épreuves et le nombre de places sont annoncés au moins six mois à l'avance par insertion au journal officiel de la République française. Cette insertion sera également faite au journal officiel de chaque colonie (le reste sans changement).

Art. 36. — L'accès au grade d'ingénieur principal ne peut être acquis aux ingénieurs et ingénieurs adjoints qu'à la condition d'avoir été inscrits au tableau en vue de la nomination au grade d'ingénieur principal dans les conditions prévues à l'article 30.

Les nominations au grade d'ingénieur principal ne peuvent avoir lieu que dans la limite des vacances existant dans le grade d'ingénieur principal. Elles sont prononcées dans les conditions fixées à l'article 31,

par arrêté ministériel. Les intéressés conservant, s'il y a lieu, à titre personnel, le bénéfice de la solde de leur ancien grade jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement, une solde supérieure.

ART. 2. — L'article 17, paragraphe *b*, est complété comme suit :

Après la phrase : « parmi les quinze premiers sortis de l'école spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie munis du diplôme d'ingénieur des travaux publics ».

Ajouter : « parmi les cinq premiers sortis de l'école supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy ».

(Le reste sans changement).

Art. 46. — Est complété comme suit :

3^e paragraphe, lire : « Le chef du service des travaux publics ou des mines, titulaires ou intérimaire ».

Les articles 51 et 56 sont complétés comme suit :

« Dans le cas où les agents bénéficiant des dispositions transitoires seraient proposés pour l'inscription aux tableaux en vue de la nomination au grade d'ingénieur principal à la même date que les agents énumérés aux articles 29 et 30, la priorité d'inscription est donnée à ces derniers ».

Art. 55. — Est complété comme suit :

« Les agents contractuels en service à la date du présent décret pourront prendre part à l'examen professionnel pour le grade d'ingénieur adjoint du cadre général et au concours d'ingénieur principal du cadre général dans les mêmes conditions que les fonctionnaires et agents visés ci-dessus.

« Les candidats autorisés à subir les épreuves en application des dispositions de cet article et déclarés admissibles seront nommés dans les conditions prévues à l'article 51. Toutefois, par dérogation à l'article 20 et après avis de la commission de classement, ils pourront être classés dans le cadre général à une classe leur assurant une solde au plus égale à celle dont ils jouissaient.

« Ils conservent, en outre, s'il y a lieu, à titre personnel le bénéfice de leur solde jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement dans le cadre général, une solde supérieure ».

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 21 juillet 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Solde et accessoires de solde du personnel colonial

ARRETE N° 500 promulguant au Togo le décret du 23 juillet 1937 complétant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 23 juillet 1937 complétant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 23 juillet 1937 complétant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 septembre 1937.

MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 23 juillet 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Les premiers travaux de revision des accessoires de solde du personnel colonial en 1934 avaient démontré que l'abandon de tout contrôle en cette matière de la part du pouvoir central avait entraîné la création par les autorités locales, d'un très grand nombre d'indemnités et avantages divers; en dehors de leurs répercussions budgétaires, celles-ci avaient encore pour effet de rompre la relativité normale des rémunérations des fonctionnaires, sans motif, et, souvent, d'une manière presque occulte.

Pour mettre un terme à cet état de choses, et après diverses mesures provisoires, un décret du 11 octobre 1934 décida que les accessoires de solde des cadres organisés par décret ne pourraient dorénavant être fixés que par un décret, les accessoires des autres cadres devant résulter d'arrêtés locaux soumis à l'approbation du ministre.

Cette procédure était un peu rigide et, tout en poursuivant la revision des accessoires existants au fur et à mesure de l'arrivée de la documentation indispensable, mon département se préoccupait de poser les principes d'une réglementation plus souple, ou, lorsque la possibilité en était reconnue, d'établir un régime général applicable à toutes les colonies, leur laissant les mesures d'exécution et ne nécessitant plus qu'au minimum l'intervention ultérieure du pouvoir central.

C'est dans cet esprit que furent pris successivement le décret du 17 avril 1936 sur certaines remises, le décret du 11 juillet 1936 sur les suppléments de fonctions, les indemnités de responsabilité, les indemnités de perte d'effets et les indemnités pour frais de représentation et de service, enfin les décrets du 26 mai 1937 sur le logement et l'ameublement, la domesticité, les moyens de transport, les frais divers des hôtels des gouverneurs, etc.

Il m'est apparu, cependant, que la coexistence de cette nouvelle réglementation, particulière à certains accessoires, avec la réglementation générale résultant du décret du 11 octobre 1934 présentait des inconvénients et qu'il y avait lieu, dès maintenant, de substituer à ce dernier décret un ensemble de règles, visant

toutes les indemnités et tous les avantages en nature susceptibles d'être alloués au personnel des cadres coloniaux, règles qui seraient insérées, selon la méthode normale, reprise par le décret du 11 juillet 1936, dans le règlement sur la solde et les accessoires de solde de ce personnel et qui se borneraient, le cas échéant, à un renvoi aux règlements spéciaux déjà édictés. Ces règles pourraient, d'ailleurs, être précisées ultérieurement sur certains points.

Quant à la procédure d'institution des accessoires de solde, il semble que, dans les limites fixées par cette réglementation, elle puisse consister, d'une manière générale, en l'intervention d'arrêtés locaux soumis à l'approbation ministérielle.

Cette approbation ne serait pas requise dans certains cas nettement déterminés. Par contre, pour la création des indemnités englobées sous le nom d'indemnités professionnelles, qui bénéficient à l'ensemble d'un cadre, ou à toute une catégorie d'agents d'un cadre, et dont le but est, soit d'augmenter le traitement en fonction de certaines données, soit de couvrir des dépenses professionnelles imposées à tous les agents intéressés, l'intervention d'un texte de même nature que celui institutif de la solde serait nécessaire. De même, un décret devrait autoriser toute indemnité non prévue par la réglementation.

Les règles générales d'attribution de tous les accessoires de solde étant ainsi fixées, le département des colonies poursuivrait la régularisation éventuelle des indemnités existantes, régularisation pour laquelle un délai de deux ans ne paraît pas excessif eu égard aux distances qui séparent la métropole des colonies les plus éloignées et à la disparité des accessoires en cause.

Tel est, monsieur le Président, l'objet du projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 20 janvier 1935, complété par celui du 25 août 1935 relatif aux règles de cumul en matière d'indemnités;

Vu le décret du 11 avril 1934 relatif aux indemnités du personnel colonial;

Vu les décrets des 24 août et 11 octobre 1934 relatifs aux conditions d'attribution des accessoires de solde au personnel colonial;

Vu le décret du 17 avril 1936 réglementant l'attribution des remises à certains personnels coloniaux;

Vu le décret du 26 mai 1937 relatif au logement et à l'ameublement du personnel colonial;

Vu le décret du 26 mai 1937 modifiant et complétant le décret du 23 janvier 1914 portant règlement sur l'installation, l'ameublement, la domesticité et les frais divers des hôtels des gouverneurs généraux, gouverneurs des colonies ainsi que des moyens de transport mis à la disposition de ces hauts fonctionnaires;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 2 mars 1910 portant réglementation de la solde et des accessoires de

solde du personnel des cadres coloniaux est complété par les dispositions suivantes :

Article 90.

Suppléments de fonctions

Dispositions à ajouter aux dispositions en vigueur résultant du décret du 11 juillet 1936 :

IV. — Aucune indemnité ne peut être allouée sous une dénomination quelconque et particulièrement sous le nom d'indemnité de fonctions pour l'exercice normal d'une fonction.

Ne sont cependant pas comprises dans cette interdiction les indemnités pour frais de représentation et de service visées à l'article 108 ni les indemnités professionnelles visées à l'article 98.

Article 90 bis (nouveau)

Indemnités et gratifications pour travaux ou heures supplémentaires

Les indemnités pour travaux ou heures supplémentaires sont des indemnités allouées exceptionnellement à raison de travaux spéciaux, étrangers ou non au service normal du fonctionnaire bénéficiaire, et qui, sans constituer une fonction, exigent une activité excédant les obligations permanentes et ordinaires de l'emploi occupé.

Ces indemnités sont attribuées, dans les limites et au taux maxima prévus par le tableau 1 bis annexé au présent décret, par des arrêtés des chefs de colonie, pays ou territoire, exécutaires dès leur publication au journal officiel local. En dehors des cas prévus par le tableau 1 bis, les arrêtés d'institution sont soumis à l'approbation préalable du ministre des colonies; un maximum général peut, en outre, être fixé par décret pour chaque colonie.

Des arrêtés des chefs de colonie, pays ou territoire peuvent également allouer pour le même motif des gratifications une fois données, sous la réserve que le montant global des gratifications allouées à un même fonctionnaire au cours d'une année ne dépasse pas 1.000 frs. et sauf application à ce montant des règles du cumul en matière d'indemnités pour suppléments de fonctions et travaux spéciaux ou supplémentaires résultant des décrets des 20 janvier et 25 août 1935 lorsque le total de ces indemnités, des indemnités pour frais de représentation et de service et des gratifications dépasse 10.000 frs. pour une année.

Article 98 (nouveau)

Indemnités professionnelles

Les indemnités professionnelles sont des allocations attribuées sous des dénominations diverses (indemnités complémentaires, indemnités de service de nuit, indemnités de fatigue, primes de gestion, gratifications générales, indemnités de monture, etc.) à l'ensemble des fonctionnaires d'un même corps ou à une catégorie seulement de ces fonctionnaires, soit pour compléter la rémunération globale de ces fonctionnaires d'une manière uniforme ou en fonction des services rendus et du travail imposé, soit en contre-partie de dépenses professionnelles spéciales.

En aucun cas, une indemnité professionnelle ne peut être instituée en raison de l'exercice des fonctions de chef de service, ni, en principe, en faveur d'une fonction n'ayant nécessairement qu'un unique titulaire.

Le total des indemnités professionnelles pouvant bénéficier à un agent est limité au quart du total formé par son traitement de présence et son supplément colonial, sauf détermination expresse d'une autre limite par décret.

Art. 99 (nouveau). — Les indemnités professionnelles des corps dont les tarifs de solde sont fixés par décrets ne peuvent être instituées que par décrets. Les indemnités professionnelles des corps dont les tarifs de solde sont fixés par arrêtés locaux peuvent être instituées par arrêtés locaux, mais ces arrêtés ne sont exécutoires qu'après leur approbation par le ministre des colonies et leur publication au journal officiel du groupe de colonies, de la colonie, du pays ou du territoire intéressé.

Les textes institutifs de ces indemnités doivent spécifier, dans tous les cas, leur caractère d'indemnités professionnelles.

Ne seront considérées comme indemnités supplémentaires de traitement dans le sens du décret du 29 octobre 1936 sur les cumuls, que les indemnités professionnelles expressément désignées par les décrets pris pour l'application de ce texte aux colonies.

Article 100 (nouveau)

Indemnités pour frais de bureau

Le matériel et les fournitures de bureau sont fournis par l'administration.

Exceptionnellement, les chefs de colonie, de pays et de territoire peuvent, par des arrêtés immédiatement exécutoires, allouer à certains chefs de circonscription territoriale ou de service, pour les achats de peu d'importance, une indemnité forfaitaire à caractère provisionnel ne dépassant pas 2.400 frs. par an.

Il est rendu compte administrativement par les bénéficiaires de l'emploi de cette indemnité et la partie non employée est reversée au budget.

Les achats dépassant la quotité annuelle susdite sont effectués sur crédits délégués.

Article 108

Indemnités pour frais de représentation et de service

Dispositions à ajouter aux dispositions en vigueur résultant du décret du 11 juillet 1936 :

IV. —

En aucun cas, il ne peut être perçu par un même fonctionnaire plus d'une indemnité pour frais de représentation ou pour frais de représentation et de service.

Les dispositions des décrets des 20 janvier et 25 août 1935 sont applicables au cumul desdites indemnités avec les suppléments de fonctions et les indemnités pour travaux spéciaux ou supplémentaires.

Article 109

Indemnités de tournées

Dispositions à ajouter aux dispositions en vigueur :

VI. — Des indemnités forfaitaires pour frais de tournées, payables par mensualités, peuvent exceptionnellement être allouées aux chefs des circonscriptions territoriales, aux chefs de service et, en général, à tous les agents que leurs fonctions obligent à des déplacements fréquents de plus d'une journée. L'octroi des indemnités de l'espèce comporte toujours en contre-partie la justification, par les fonctionnaires bénéficiaires, d'un nombre minimum de jours de tournée, les séjours de plus d'une semaine en un même lieu ne pouvant être décomptés que pour une semaine seulement.

Ces indemnités sont instituées par des arrêtés locaux qui ne deviennent exécutoires qu'après approbation par le ministre des colonies et publication au journal officiel du groupe de colonies, de la colonie, du pays ou du territoire intéressé.

Dans tous les cas, pour lesquels des indemnités forfaitaires n'ont pas été déterminées, les fonctionnaires

perçoivent les indemnités de déplacement ordinaires ou spécialement fixées dans la limite des maxima annuels ou mensuels éventuellement établis par les chefs de colonie, pays ou territoire.

Les fonctionnaires dont les tarifs de solde ont été établis en tenant compte de l'obligation de déplacements permanents ne peuvent prétendre aux indemnités définies par le présent article.

Article 110 (nouveau)

Indemnités pour chauffage, éclairage, ventilation, etc., des bureaux, magasins et ateliers.

L'administration pourvoit normalement au chauffage, à l'éclairage, à la ventilation et à l'alimentation en eau, gaz ou électricité, des bureaux, magasins, ateliers, etc.

Exceptionnellement, des indemnités peuvent être allouées avec le caractère et dans les conditions et limites prévues à l'article 100 en ce qui concerne les indemnités pour frais de bureau.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux prestations de même nature susceptibles d'être allouées pour les logements mis par l'administration à la disposition des fonctionnaires. Ces prestations sont et demeurent régies par les textes particuliers sur le logement et l'ameublement aux colonies.

Article 110 bis (nouveau)

Remises

Les remises attribuées aux fonctionnaires ont, suivant les motifs et les conditions de leur attribution, le caractère de suppléments de fonctions, d'indemnités pour travaux spéciaux ou supplémentaires, d'indemnités professionnelles ou d'indemnités de responsabilité. Elles peuvent également réunir les caractères de ces diverses indemnités. Les textes d'institution doivent indiquer à quelle catégorie d'indemnité correspondent les remises instituées et, dans le cas où elles correspondent à plusieurs catégories, dans quelle proportion elles correspondent à chacune d'entre elles.

L'attribution des remises, qui reste soumise aux dispositions du décret du 17 avril 1936, doit résulter de textes spéciaux indépendants des textes institutifs des taxes et impositions sur lesquelles elles sont éventuellement basées; ces textes doivent être pris par les autorités compétentes pour fixer les tarifs de solde des fonctionnaires bénéficiaires ou, sur leur proposition, par les autorités supérieures, lorsqu'elles ont le caractère d'indemnités professionnelles.

Les règles applicables aux diverses indemnités, notamment en matière de cumul, sont applicables aux remises selon la catégorie d'indemnité à laquelle elles correspondent.

Article 110 ter (nouveau)

Indemnité de déplacement

Les indemnités de déplacement, pour frais de route et de séjour sont et demeurent soumises aux dispositions spéciales qui les concernent; les arrêtés locaux pris pour leur détermination en exécution de ces dispositions spéciales ne sont exécutoires qu'après approbation par le ministre des colonies et publication au journal officiel du groupe de colonies, de la colonie, du pays ou du territoire intéressé.

Article 110 quater (nouveau)

Indemnités diverses

Les indemnités qui ne rentrent pas dans le cadre des indemnités prévues par le présent décret devront

être autorisées par des décrets contresignés par le ministre des colonies.

Ces décrets détermineront eux-mêmes les conditions d'attribution et les quotités de ces indemnités lorsqu'elles auront le caractère de suppléments de traitement.

Dans le cas contraire, ils en fixeront la nature et, éventuellement, le maximum, les conditions d'attribution et les quotités effectives étant déterminées par des arrêtés locaux qui, sauf disposition expresse contraire, ne deviendront exécutoires qu'après approbation par le ministre des colonies et publication au journal officiel du groupe de colonies, de la colonie, du pays ou du territoire intéressé.

En dehors des indemnités et gratifications pour travaux supplémentaires et spéciaux, aucun accessoire de solde, indemnité ou prestation en nature ne peut être attribué à titre personnel à un fonctionnaire ou agent quelconque.

Article 110 *quinquies* (nouveau)

Indemnités sur les budgets des collectivités secondaires et des établissements publics

Les fonctionnaires et agents appartenant à des cadres coloniaux ne peuvent recevoir sur les budgets des collectivités secondaires et établissements publics des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat que les accessoires de solde, indemnités en prestations en nature régulièrement autorisés dans les limites et dans les formes prévues par le présent décret du 2 mars 1910 et les textes modificatifs et sur les propositions des collectivités ou établissements publics intéressés.

Article 120 (nouveau)

Logement et ameublement. — Retenues correspondantes. — Frais divers des hôtels. — Moyens de transport.

Les conditions du logement et de l'ameublement des fonctionnaires coloniaux et les retenues correspondantes éventuelles sont et demeurent fixées par le décret du 26 mai 1937.

Article 121 (nouveau)

Les droits des gouverneurs généraux, des gouverneurs, secrétaires généraux et des chefs d'administration et de service des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat en matière d'ameublement, de domesticité et de frais divers des hôtels qu'ils occupent, ainsi que les conditions d'attribution aux fonctionnaires coloniaux de moyens de transport ou d'indemnités représentatives autres que les indemnités professionnelles de monture ou analogues, sont et demeurent régis par le décret du 23 janvier 1914, modifié par le décret du 26 mai 1937.

ART. 2. — Les cinq dernières indemnités prévues au tableau I annexé à l'article 90 nouveau du décret du 2 mars 1910, modifié par le décret du 11 juillet 1936, sont distraites de ce tableau pour constituer le tableau I *bis* sous le titre de « tableau limitatif et taux maxima des indemnités pour travaux supplémentaires ou spéciaux pouvant être attribués par arrêtés des gouverneurs généraux et gouverneurs, non soumis à l'approbation ministérielle ».

ART. 3. — Les accessoires de solde résultant des actes pris en vertu de la réglementation antérieure et qui n'ont pas été institués dans les formes prescrites par le présent décret devront être régularisés dans un délai de deux ans à compter de la date de sa publication au journal officiel de la République.

Passé ce délai, ces accessoires ne pourront plus être perçus qu'en vertu de prorogations annuelles par arrêtés ministériels; ces arrêtés donneront la liste limitative des accessoires de solde ainsi prorogés.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux prestations et accessoires en matière de logement, ameublement, domesticité, frais divers des hôtels, moyens de transport et indemnités représentatives auxquelles restent applicables les dispositions transitoires spéciales prévues par le décret du 26 mai 1937 sur le logement et l'ameublement aux colonies et par le décret du 26 mai 1937 modifiant le décret du 23 janvier 1914.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret et notamment, en tant qu'ils concernent le personnel des cadres coloniaux rémunérés sur les budgets généraux, locaux, spéciaux ou annexes des groupes de colonies, colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat, les décrets des 11 avril, 24 août et 11 octobre 1934.

ART. 5. — Le présent décret entrera en vigueur dans chaque colonie, pays de protectorat ou territoire sous mandat à compter du lendemain de l'arrivée, au chef-lieu de la colonie, du pays ou du territoire intéressé, du journal officiel de la République où il sera publié.

ART. 6. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 juillet 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Solde et accessoires de solde du personnel des cadres locaux des colonies

ARRETE N° 503 promulguant au Togo le décret du 23 juillet 1937 portant règlement en matière de solde et d'accessoires de solde du personnel des cadres locaux des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 23 juillet 1937 portant règlement en matière de solde et d'accessoires de solde du personnel des cadres locaux des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 23 juillet 1937 portant règlement en matière de solde et d'accessoires de solde du personnel des cadres locaux des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 septembre 1937.

MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 23 juillet 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un projet de décret soumis par ailleurs à votre signature a pour objet de compléter et de mettre au point la réglementation des accessoires de solde des cadres coloniaux.

L'insertion de cette réglementation dans le règlement sur la solde et les accessoires de solde de ces cadres ne permet pas son application directe aux cadres organisés par arrêtés des chefs de colonie, encore que cette application apparaisse comme normale en ce qui concerne les cadres européens. Un texte spécial est donc nécessaire à cet effet.

En ce qui concerne les cadres locaux indigènes, il paraît suffisant, contrairement au principe admis dans le décret du 11 octobre 1934, de prévoir l'intervention, dans chaque colonie, d'une réglementation générale de principe soumise à l'approbation ministérielle.

Par contre, la détermination d'ensemble des tarifs de solde devrait, pour tous les cadres, et comme le prévoyait le décret du 11 octobre 1934, rester soumise à l'approbation ministérielle, approbation qui serait également requise pour l'arrêté qui, dans chaque colonie, fixe le régime général de la solde des cadres locaux, régime le plus souvent calqué sur le règlement sur la solde des cadres coloniaux.

La régularisation des accessoires de solde des cadres locaux européens serait nécessairement conduite de la même manière que la régularisation des accessoires bénéficiant aux cadres coloniaux.

Le décret qui consacrerait ces mesures et que j'ai l'honneur, monsieur le Président, de soumettre à votre haute sanction, se substituerait donc entièrement, pour les cadres locaux de toutes les colonies, au décret du 11 octobre 1934.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 11 septembre 1920 relatif au régime de la solde et des accessoires de solde du personnel des cadres locaux des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 20 janvier 1935, complété par celui du 25 août 1935 relatif aux règles de cumul en matière d'indemnités;

Vu le décret du 11 avril 1934 relatif aux indemnités du personnel colonial;

Vu les décrets des 24 août et 11 octobre 1934 relatifs aux conditions d'attribution des accessoires de solde au personnel colonial;

Vu le décret du 17 avril 1936 réglementant l'attribution des remises à certains personnels coloniaux;

Vu le décret du 26 mai 1937 relatif au logement et à l'ameublement du personnel colonial;

Vu le décret du 26 mai 1937 modifiant et complétant le décret du 23 janvier 1914 portant règlement sur l'installation, l'ameublement, la domesticité et les frais divers des hôtels des gouverneurs généraux, gouverneurs des colonies ainsi que des moyens de transport mis à la disposition de ces hauts fonctionnaires;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés rendus par les gouverneurs généraux, gouverneurs et chefs des colonies, de pays de protectorat ou de territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, par application de l'article 1^{er} du décret du 11 septembre 1920 relatif au régime de la solde et des accessoires de solde des cadres locaux des colonies, ou pour fixer les tarifs de solde de ces cadres, ne sont exécutoires qu'après approbation par le ministre des colonies et publication au journal officiel de la colonie, du pays ou du territoire intéressé.

ART. 2. — Les autorités visées à l'article précédent ne peuvent instituer ni prévoir, en faveur du personnel des cadres européens organisés par arrêtés locaux, d'autres indemnités et accessoires de solde ni d'autres prestations en nature que celles prévues pour les cadres coloniaux par le décret du 2 mars 1910 et les textes qui l'ont modifié sauf décret spécial d'autorisation et sauf le cas d'adaptation desdites indemnités aux cadres dont les fonctionnaires sont généralement originaires de la colonie où ils sont en service.

ART. 3. — Les articles 90, 90 bis, 96, 97, 98, 99, 100, 103, 109, 110 bis, 110 ter, 110 quater, 120 et 121 du décret du 2 mars 1910 tels qu'ils résultent des textes modificatifs intervenus jusqu'à la date incluse du présent décret sont applicables au personnel des cadres européens organisés par arrêtés locaux.

Sous réserve des dispositions desdits articles, les arrêtés locaux prévoyant ou instituant des indemnités, accessoires de solde divers ou prestations en nature en faveur de ce personnel sont soumis aux conditions d'approbation et d'exécution prévues à l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 4. — Les fonctionnaires et agents appartenant à des cadres européens organisés par arrêtés locaux ne peuvent recevoir, sur les budgets des collectivités secondaires et des établissements publics des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat, que des accessoires de solde, indemnités ou prestations en nature, régulièrement autorisés dans les limites et dans les formes prévues par le présent décret et sur propositions des collectivités ou établissements publics intéressés.

ART. 5. — Le régime général des accessoires de solde, et indemnités et prestations en nature, bénéficiant au personnel des cadres indigènes est fixé dans chaque groupe de colonies, colonie, pays de protectorat ou territoire sous mandat par un arrêté soumis aux conditions d'approbation et d'exécution prévues à l'article 1^{er} ci-dessus. Cet arrêté détermine les catégories d'indemnités susceptibles d'être instituées et les autorités compétentes pour les instituer et en fixer les tarifs.

ART. 6. — Les accessoires de solde des personnels appartenant à des cadres locaux européens qui résultent d'actes pris en vertu de la réglementation en vigueur et qui n'ont pas été institués dans les formes prescrites par le présent décret, devront être régularisés dans un délai de deux ans à compter de la date de sa publication au journal officiel de la République.

Passé ce délai ces accessoires ne pourront plus être perçus qu'en vertu de prorogations annuelles par arrêtés ministériels, ces arrêtés donneront la liste limitative des accessoires de solde ainsi prorogés.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux prestations et indemnités en matière de logement, ameublement, domesticité, moyens de transport et indemnités représentatives auxquelles restent applicables les disposi-

tions transitoires spéciales prévues par le décret du 26 mai 1937, fixant le régime du logement et de l'ameublement aux colonies, et par le décret du 23 janvier 1914, modifié par le décret du 26 mai 1937.

ART. 7. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret et notamment, en tant qu'ils concernent le personnel des cadres locaux organisés par arrêtés des gouverneurs généraux, gouverneurs et chefs de colonie, de pays de protectorat ou de territoires sous mandat et rémunérés sur les budgets généraux, locaux, spéciaux ou annexes des groupes de colonies, colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat, les décrets des 11 avril, 24 août et 11 octobre 1934.

ART. 8. — Le présent décret entrera en vigueur dans chaque colonie, pays de protectorat ou territoire sous mandat à compter du lendemain de l'arrivée, au chef-lieu de la colonie, du pays ou du territoire intéressé, du journal officiel de la République où il sera publié.

ART. 9. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 juillet 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Sociétés indigènes de prévoyance au Togo

ARRETE No 501 promulguant au Togo le décret du 31 juillet 1937, modifiant le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun ;

Vu le décret du 31 juillet 1937 modifiant le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 31 juillet 1937 modifiant le décret du 3 novembre 1934, relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 septembre 1937.

MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 31 juillet 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 3 novembre 1934, relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, a prévu en son article 3 qu'il ne pourrait être créé qu'un seul de ces groupements par cercle.

Ces dispositions convenaient à l'ancienne structure du Togo, qui, jusqu'en 1936, était divisé en six cercles. La réforme des circonscriptions administratives ayant ramené ce nombre à 3, il serait souhaitable, pour donner plus de souplesse à l'organisation existante, d'augmenter le nombre desdites sociétés, d'en prévoir notamment la création d'une par subdivision.

Tel est l'objet du projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France le 20 juillet 1922 par le conseil de la société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo ;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 du décret du 3 novembre 1934 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 3. — Il ne peut être créé qu'une société par subdivision administrative, la plus petite commandée par un européen. Son siège social est au chef-lieu. Elle peut être divisée en sections réparties, selon le cas, par divisions territoriales ou par groupements ethniques ».

ART. 2. — L'article 5, paragraphe 2, du décret du 3 novembre 1934 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le chef de la subdivision administrative est président de droit. Il est assisté d'un vice-président choisi par l'administrateur supérieur sur une liste de trois membres présentés par le conseil ».

ART. 3. — L'article 17, paragraphe 1^{er}, du décret du 3 novembre 1934 est modifié ainsi qu'il suit :

« En cas de démembrement total ou partiel d'une subdivision administrative, les sociétés des sections intéressées font de droit partie de la société de leur nouvelle subdivision à laquelle ils apportent leur avoir et leurs dettes ».

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au jour-

nal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 31 juillet 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Marius MOUTET.

Ouverture et annulation de crédits

ARRETE N° 502 promulguant au Togo le décret du 31 juillet 1937 portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget local du Togo pour l'exercice 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 31 juillet 1937 portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget local du Togo pour l'exercice 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 31 juillet 1937 portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget local du Togo pour l'exercice 1936.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 septembre 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 18 février 1936 portant approbation du budget local du Territoire;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 347, pris par le Commissaire de la République du Togo, en conseil d'administration, le 16 septembre 1936, et portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget local du Territoire pour l'exercice 1936.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 juillet 1937.

ALBERT LERUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies.

Marius MOUTET.

Répression de la hausse injustifiée des prix

ARRETE N° 512 promulguant au Togo le décret du 25 août 1937 tendant à prévenir et à réprimer toutes augmentations illégitimes des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 25 août 1937 tendant à prévenir et à réprimer toutes augmentations illégitimes des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 août 1937 tendant à prévenir et à réprimer toutes augmentations illégitimes des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion.

ART. 2. — Vu l'urgence, les dispositions du décret du 25 août 1937 seront applicables à compter du 11 septembre 1937. La publication en sera assurée, conformément à l'article 4 du décret du 16 avril 1924, par tous moyens ordinaires de publicité.

Lomé, le 11 septembre 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 24 avril 1891 rendant applicable aux colonies régies par l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines;

Vu le décret du 7 octobre 1936 portant répression de la hausse injustifiée des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1937 relatif à la prévention et à la répression de toutes augmentations illégitimes des prix dans la métropole, notamment en son article 11;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, toute majoration des prix de gros, de demi-gros et de détail des marchandises et denrées, ainsi que de tous tarifs appliqués dans les

entreprises industrielles ou commerciales, tels qu'ils étaient pratiqués à la date du 28 juin 1937, est interdite à dater de la promulgation du présent décret.

Toutefois, pourront être autorisées par le comité prévu à l'article 3 les majorations qui seraient justifiées par la fluctuation des cours des produits importés, par les charges qui pourraient être imposées par les pouvoirs publics ou admises comme légitimes par le comité.

En outre, ne constituera pas une infraction la majoration des fruits, des légumes, de la viande et des autres produits agricoles ou denrées périssables, qui, bien que non autorisée, serait reconnue justifiée par décision du comité prévu à l'article 3 et saisi à cet effet par l'intéressé.

ART. 2. — Les majorations de prix prévues à l'article 1^{er} sont constatées :

- 1^o — Par les officiers de police judiciaire;
- 2^o — Par les agents du service des douanes;
- 3^o — Par les agents spécialement habilités au contrôle des prix.

Les procès-verbaux seront transmis dans les vingt-quatre heures au chef de la colonie ou à son représentant.

Ce dernier devra, dans les trois jours, les soumettre au comité ou au comité régional de surveillance des prix.

ART. 3. — Il est institué dans les colonies et territoires visés à l'article 1^{er}, un comité de surveillance des prix siégeant au chef-lieu. Il est présidé par le chef de la colonie ou du territoire ou par tout autre fonctionnaire désigné par lui. Sa composition est fixée par arrêté du chef de la colonie ou du territoire.

ART. 4. — Les comités sus-indiqués auront pour mission :

- 1^o — D'accorder les autorisations prévues au paragraphe 2 de l'article 1^{er}, en tenant compte dans leurs appréciations des fluctuations des cours, des indices des prix moyens établis dans la métropole, des prix d'achat de factures.

Ces dernières indications ne joueront que pour les marchandises passibles de droits de douane ou autres taxes d'importation ad-valorem.

- 2^o — D'examiner les justifications invoquées en faveur de la hausse en ce qui concerne les produits non soumis à autorisation préalable et définis au paragraphe 3 de l'article 1^{er}.

Ils entendront les explications des intéressés et les confronteront avec les renseignements et documents fournis par leurs divers membres. Ils tiendront compte des frais de transport et des charges ou frais généraux ainsi que de la qualité de la marchandise.

- 3^o — D'examiner toutes incidences et, notamment, les incidences des prix des produits importés sur les cours normaux de vente à l'intérieur.

ART. 5. — Dans les colonies constituées en gouvernement général, il pourra être institué des comités régionaux de surveillance des prix dont la composition sera fixée par arrêté du gouverneur général.

Ces comités régionaux exerceront les attributions énumérées aux alinéas deux et trois de l'article 4 ci-dessus.

Ils recevront communication des conclusions des études effectuées par les soins du comité siégeant au chef lieu sur les incidences des prix des produits importés sur les cours normaux de vente à l'intérieur.

ART. 6. — Les comités et les comités régionaux pourront, pour l'examen des demandes d'autorisation ou d'appréciation de la hausse déléguer leurs pouvoirs à des commissions composées au moins de trois personnes compétentes désignées par le chef de la colonie.

ART. 7. — Dans tous les cas où il résultera des conclusions d'un comité ou d'un comité régional qu'il y a matière à poursuites le dossier sera transmis dans les quarante-huit heures par le président du comité, à l'autorité judiciaire compétente.

Les poursuites seront exercées par voie de citation directe et le tribunal devra statuer à sa plus prochaine audience. L'avis motivé du comité de surveillance des prix tiendra lieu d'expertise. Il sera statué d'urgence sur l'appel.

ART. 8. — Les infractions prévues à l'article 1^{er} du présent décret, même lorsqu'elles auront été commises par des indigènes, seront punies d'un emprisonnement de un mois à six mois et d'une amende de 500 francs à 10.000 francs s'il s'agit d'une hausse injustifiée de prix de gros et de 50 francs à 500 francs s'il s'agit d'une hausse injustifiée des prix de demi-gros et de détail, ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'article 463 du code pénal est applicable aux infractions susvisées.

Toutefois, la loi du 26 mars 1891 ne sera pas applicable à l'amende.

En cas de récidive dans le délai d'un an, les peines pourront être portées au double sans qu'il puisse être fait application des dispositions de l'article 463 du code pénal.

Seront passibles de ces peines tous ceux qui, soit personnellement, soit à titre quelconque comme chargés de la direction ou de l'administration de toute entreprise, établissement, société ou association, auront contrevenu aux dispositions du présent décret, la société répondant solidairement toutefois du montant de l'amende et des frais.

La juridiction compétente pourra ordonner que la décision sera publiée intégralement ou par extraits dans les journaux qu'elle désignera et affichée dans les lieux qu'elle indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines ou ateliers du condamné, le tout aux frais de ce dernier.

La suppression, la dissimulation ou l'acération totale ou partielle de ces affiches, opérée volontairement par le condamné à son instigation ou par son ordre, entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'emprisonnement de six jours à quinze jours et il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions relatives à l'affichage aux frais du condamné.

Le complice sera passible de la même peine.

Les faits seront soumis à la juridiction compétente qui aura prononcé la peine.

ART. 9. — Sont exceptés de ce décret les produits agricoles vendus directement par le producteur et ceux qui ont été régulièrement taxés par l'autorité administrative.

ART. 10. — Toutes dispositions contraires au présent texte et notamment celles du décret susvisé du 7 octobre 1936 portant répression de la hausse injustifiée des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, sont abrogées.

ART. 11. — Le ministre des colonies est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République Française, aux journaux officiels des Territoires visés à l'article 1^{er} et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 août 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Concours pour le grade d'inspecteur de 3^e classe des colonies

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 1^{er} avril 1921, modifié en dernier lieu par le décret du 28 novembre 1936, portant règlement d'administration publique sur l'organisation du corps de l'inspection des colonies;

Vu l'arrêté ministériel du 22 avril 1931, modifié le 23 août 1933, fixant les modalités et le programme du concours pour le grade d'inspecteur de 3^e classe des colonies;

Sur la proposition de l'inspecteur général des colonies, suppléant le directeur du contrôle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le grade d'inspecteur de 3^e classe des colonies s'ouvrira à Paris le 31 mai 1938.

Pourront être admis à prendre part à ce concours les candidats réunissant les conditions prévues à l'article 1^{er} du décret portant règlement d'administration publique sur l'organisation du corps de l'inspection des colonies.

ART. 2. — Les demandes d'inscription, accompagnées des pièces énumérées audit décret, devront parvenir au ministère des colonies (direction du contrôle) avant le 1^{er} octobre 1937.

ART. 3. — Le directeur du contrôle est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Paris, le 30 juin 1937.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Concours au stage de l'école nationale de la France d'outre-mer

Par arrêté du ministre des colonies en date du 23 juillet 1937, le concours prévu par le décret du 10 juillet 1920 modifié par le décret du 20 février 1934 concernant l'admission au stage de l'école nationale de la France d'Outre-mer des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux aura lieu les 1^{er} et 2 avril 1938.

Le nombre de places mises au concours a été fixé à 21 et la date extrême pour formuler les demandes au 24 novembre 1937.

Organisation administrative au Togo

Rectificatif au journal officiel du 1^{er} septembre 1937 : page 382, 1^{re} colonne, avant dernière ligne, au lieu de : « Article premier. — Le Gouverneur Gé-

néral de l'Afrique occidentale prend le titre de Haut-Commissaire », lire : Article premier. — le Gouverneur Général de l'Afrique occidentale française prend le titre de Haut-Commissaire ».

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Cadres communs secondaires, spéciaux et locaux de l'A. O. F.

Dakar le 23 juillet 1937

ARRETE N° 2031 P. ouvrant l'accès des cadres communs secondaires, spéciaux et locaux de l'A. O. F. aux originaires du Togo, administrés sous mandat français.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'A. O. F., modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu l'arrêté du 17 mai 1922 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires employés et agents des cadres communs et locaux de l'A. O. F. ensemble tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 3 août 1932 portant organisation de la caisse locale des retraites du personnel indigène de l'A. O. F.;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

Les originaires du territoire du Togo, administrés sous mandat français, peuvent accéder aux emplois des cadres communs secondaires, spéciaux et locaux de l'A. O. F. au même titre que les sujets français, originaires de la fédération.

M. de COPPET

Liaisons et taxes radiotélégraphiques

Dakar, le 10 Août 1937.

ARRETE N° 2188 T. P. relatif aux liaisons et taxes radiotélégraphiques entre l'Afrique occidentale française et le Togo et vice versa.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le règlement télégraphique annexé à la convention internationale des télécommunications (Madrid 1935);

Vu l'arrêté du 21 août 1923, portant réorganisation de la télégraphie sans fil en A. O. F.;

Vu le décret du 29 juillet 1925 relatif à l'exploitation en temps de guerre des stations radioélectriques de France, en Algérie, en Tunisie et aux colonies;

Vu l'arrêté 1032 du 1^{er} mai 1930 fixant les règles applicables en A. O. F. à la correspondance privée par voie radiotélégraphique;

Vu l'arrêté n° 1313 du 31 mai 1930 ouvrant des liaisons radiotélégraphiques entre l'A. O. F. et le Togo;

Vu l'arrêté 1852 du 30 juillet 1930 portant rectification à l'arrêté du 31 mai 1930;

Vu l'arrêté 980 r. p. du 28 avril 1934 modifiant l'arrêté du 31 mai 1930 relatif à l'admission des télégrammes à tarif réduit;

Vu la lettre 2887 du 3 mai 1937 de M. le ministre des colonies;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés n^{os} 1313 du 31 mai 1930, 1852 du 30 juillet 1930 et 980 T. P. du 28 avril 1930, relatifs aux liaisons et taxes radiotélégraphiques entre l'A. O. F. et le Togo et vice versa sont annulés et remplacés par le présent arrêté.

ART. 2. — Les dispositions édictées au chapitre II de l'arrêté 1032 du 1^{er} mai 1930 fixant les règles applicables en A. O. F. à la correspondance privée par voie radiotélégraphique sont étendues aux relations radiotélégraphiques bilatérales entre l'A. O. F. et le Togo.

ART. 3. — La taxe totale afférente au trafic privé et officiel dans les relations radiotélégraphiques A. O. F.-Togo et inversement comprend :

- 1^o — Taxe radiotélégraphique intérieure de l'A. O. F.
- 2^o — Taxe télégraphique applicable dans le régime intérieur de l'A. O. F.

Ces taxes sont calculées en franc français.

ART. 4. — Le trafic officiel et privé visé par le présent arrêté ne donne lieu entre les offices radiotélégraphiques intéressés à aucun échange de comptabilité chacun conservant intégralement le produit des taxes perçues par eux.

ART. 5. — Sont annulées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} septembre 1937 et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

M. DE COPPET

Campagne de maïs

ARRETE N^o 468 portant ouverture de la campagne de maïs dans le Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n^o 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits dans le territoire du Togo et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n^o 371 du 10 juillet 1937 portant modification à l'article 55 de l'arrêté n^o 520 bis;

Vu l'avis du chef du service de l'agriculture;

Vu l'avis des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance;

La chambre de commerce consultée;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date d'ouverture de la campagne de maïs est fixée au 10 septembre 1937 dans toute l'étendue du Territoire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 août 1937.

MONTAGNE.

Inspection des produits

ARRETE N^o 471 portant modification à l'arrêté n^o 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n^o 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

Sur la proposition du chef du secteur cotonnier et du chef du service de l'agriculture;

Vu l'avis exprimé par la chambre de commerce du Togo;

Vu l'avis des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 30 de l'arrêté du 26 septembre 1934 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 30. — 30 % des graines obtenues par l'égrenage du coton brut acheté par le commerce seront réservées à l'administration pour les ensemencements de la campagne suivante. Ces graines devront être mises à la disposition de l'administration par les maisons de commerce avant le 31 mai de chaque année.

Des dérogations à cette règle pourront être accordées par le Commissaire de la République.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 août 1937.

MONTAGNE.

Budget annexe du chemin de fer

ARRETE N^o 472 autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de renouvellement spécial au service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu le décret du 6 mai 1937 portant approbation du budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf annexe du budget local exercice 1937;

Sur la proposition du chef du bureau des finances;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de la somme de cent mille francs (100.000 francs) sur le disponible du compte spécial fonds de renouvellement annexe du budget du chemin de fer et du wharf annexe du budget local pour permettre le paiement des dépenses inscrites au chapitre XIV de l'exercice 1937.

ART. 2 — Le chef du bureau des finances et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 août 1937.

MONTAGNE.

Annulation de crédits

ARRETE N° 475 portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1936 au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et plus spécialement l'article 274 de ce décret;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de roulement, un fonds de renouvellement et un fonds de réserve spécial du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 199 du 10 septembre 1923 réglementant le fonctionnement du fonds de renouvellement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté 200 du 10 septembre 1923 réglementant le fonctionnement du fonds de renouvellement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo, modifié par l'arrêté n° 229 du 26 avril 1931 et par l'arrêté n° 262 du 24 mai 1932;

Vu l'arrêté n° 198 du 10 septembre 1923 réglementant le fonds de réserve du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu le décret du 1^{er} avril 1936 portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont annulés au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, exercice 1936, les crédits suivants restés sans emploi au 31 mai 1937 :

Chapitre 1	171.690,25
— 2	76.814,96
— 3	481.248,93
— 4	11.963,10
— 5	57.200,78
— 6	2.432,82
— 7	1.829,00
— 8	6.071,48
— 9	34.964,28
— 12	6.790,00
— 13	26.971,00
— 15	24.903,58
	<u>902.880,18</u>

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 août 1937.

MONTAGNE.

Communes mixtes

ARRETE N° 473 modifiant l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo;

Vu la loi du 13 novembre 1936 relative aux premières mesures de réforme des finances départementales et communales;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dépenses de la police municipale et d'entretien des enfants assistés et des aliénés figurant à la nomenclature des dépenses des communes mixtes fixée par l'article 56 de l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 (alinéa 5° et 7°) sont mises à la charge du budget local.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui entrera en vigueur pour compter du 1^{er} janvier 1938, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 août 1937.

MONTAGNE.

Budget local et budget d'emprunt

ARRETE N° 477 portant règlement définitif du budget local et du budget d'emprunt du Togo de l'exercice 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 18 février 1936 portant approbation du budget local du Togo pour l'exercice 1936;

Vu le décret du 16 mars 1936 portant approbation du budget spécial sur fonds d'emprunt pour l'exercice 1936;

ARR. TE :

ARTICLE PREMIER. — Les résultats définitifs du budget local et du budget sur fonds d'emprunt, sont fixés aux chiffres suivants :

A) — Budget local

1° — En recettes	29.884.375,83
2° — En dépenses	26.148.931,02

d'où résulte un excédent de recettes de 3.735.444,81
à verser à la caisse de réserve de la colonie.

B) — Budget d'emprunt

1° — En recettes	1.271.476,50
2° — En dépenses	1.271.476,50

ART. 2. — Sont annulés au budget local et au budget sur fonds d'emprunt, exercice 1936, les crédits suivants restés sans emploi au 31 mai 1937.

A) — Budget local

Chapitre 1	55.090,67
— 2	15.550,62
— 3	1.676,99
— 4	137.656,22
— 5	136.534,11
— 6	102.960,41
— 7	144.492,07
— 8	168.244,09
— 9	43.224,85
— 10	131.804,17
— 11	249.181,49
— 12	59.453,12
— 13	556.309,44
— 14	22.509,20
— 15	340.594,02
— 16	1.764,00
— 17	22,14
— 19	437.001,37
	2.604.068,98

B) — Budget sur fonds d'emprunt

Chapitre 1	128.318,16
— 2	151,95
— 3	2.963.033,39
	3.091.503,50

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 août 1937

MONTAGNÉ

Bourse d'études

ARRETE N° 478 accordant une bourse d'études dans la métropole.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une bourse d'études dans la métropole de 9.000 francs est allouée pour l'année scolaire 1937-1938 (c'est-à-dire du 1^{er} novembre 1937 au 1^{er} novembre 1938 exclus) à Mr. Martin Akou, étudiant en médecine à Paris.

ART. 2. — Cette bourse est payable, par l'intermédiaire du service colonial de Bordeaux, directement à l'étudiant à raison de 750 francs par mois (période de cours et vacances comprises).

Pendant la période de cours seulement, la bourse ne pourra être payée que sur présentation d'un certificat d'assiduité, délivré par le doyen de la faculté de médecine de Paris.

ART. 3. — La dépense prévue par l'article 1^{er} ci-dessus sera imputable au budget local du Togo, chapitre XIII, article 7, paragraphe 5.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 août 1937.

MONTAGNÉ

Agence spéciale de Lama-Kara

ARRETE N° 479 modifiant l'arrêté n° 124 du 17 mars 1936 portant création de l'agence spéciale de Lama-Kara.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu l'article 151 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies modifié par décret du 13 août 1925;

Vu l'arrêté du 29 septembre 1925 fixant les encaisses maxima des agences spéciales du Territoire;

Vu l'arrêté n° 124 du 17 mars 1936 portant création de l'agence spéciale de Lama-Kara approuvé par D. M. n° 1725 du 12 octobre 1936;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés les articles 3 et 4 de l'arrêté n° 124 du 17 mars 1936 portant création de l'agence spéciale de Lama-Kara.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui aura son effet pour compter du 1^{er} septembre 1937, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 août 1937.

MONTAGNÉ

Heures d'ouverture des gares

ARRETE N° 483 modifiant les articles 71 et 125 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises sur les voies ferrées du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf;

Vu la décision ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931 homologuant ces tarifs;

Sur la proposition du délégué du chef des services du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 71 et 125 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises sur les voies ferrées du Togo sont modifiés ainsi que suit :

Art. 71. — Les gares sont ouvertes pour la réception et la livraison des colis de grande vitesse de 7 h. 30' à 11 h. 30' et de 14 h. à 17 heures.

Elles seront fermées les dimanches et jours fériés sauf cependant pour l'expédition et la livraison des denrées périssables.

Elles sont ouvertes également une heure avant le départ et fermées une heure après l'arrivée des trains en dehors des heures ci-dessus indiquées.

Art. 125. — Les gares sont ouvertes tant à la réception qu'à la livraison des marchandises de P. V. de 7 h. 30' à 11 h. 30' et de 14 h. à 17 heures.

Elles sont fermées les dimanches et jours fériés toute la journée.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 août 1937.

MONTAGNE.

Concours pour l'emploi de préposé des douanes

ARRETE N° 497 modifiant l'article 5 de l'arrêté n° 271 du 1^{er} juin 1937, fixant les modalités du concours pour l'emploi de préposé du cadre local des douanes du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'indisponibilité de M. Beuter Marc, instituteur, pendant les épreuves prévues par l'arrêté n° 271 du 1^{er} juin 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commission de surveillance des épreuves est composée comme suit :

Président :

Le chef de service des douanes.

Membres :

M. M. Roth, adjoint principal des services civils.

Johnson Romuald, chargé du personnel indigène.

ART. 2. — Les épreuves seront corrigées par une commission composée de :

Président :

Le chef de service des douanes.

Membres :

M. M. Beuter Marc, instituteur.

Johnson Romuald, chargé du personnel indigène.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 septembre 1937.

L. MONTAGNE.

Remises et dégrèvements

ARRETE N° 499 accordant certaines remises gracieuses et dégrèvements. Exercices 1936 et 1937.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, les articles 173, 174, et 177 modifié par le décret du 3 juin 1936;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 26 août 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont accordées les remises gracieuses et dégrèvements suivants :

Exercice 1936

TAXE VÉHICULE

M. Tavera à Lomé-ville :

Bicyclette (principal) . .	Fr. 20,—
C. A.	6,—
C. A. à la C. M. —	2,—

M. Combe à Lomé-ville :

Bicyclette (principal) . .	20,—
C. A.	6,—
C. A. à la C. M. —	2,—

M. Lamy à Lomé-ville :

Bicyclette (principal) . .	20,—
C. A.	6,—
C. A. à la C. M. —	2,—

M. Lagarde à Lomé-ville :

Bicyclette (principal) . .	20,—
C. A.	6,—
C. A. à la C. M. —	2,—

M. Lugan à Lomé-ville :

Bicyclette (principal) . .	20,—
C. A.	6,—
C. A. à la C. M. —	2,—

M. Burignat à Lomé-ville :

Bicyclette (principal) . .	20,—
C. A.	6,—
C. A. à la C. M. —	2,—

M. et Mlle. Cathelin à Lomé-ville :

Bicyclette (principal) . .	40,—
C. A.	12,—
C. A. à la C. M. —	4,—

M. Chapal :

Bicyclette (principal) . . .	Fr. 20,—
C. A.	— 6,—
C. A. à la C. M.	— 2,—

Ecole N. D. des Apôtres :

Bicyclette (principal) . . .	— 40,—
C. A.	— 12,—
C. A. à la C. M.	— 4,—

IMPÔT FONCIER

M. Adokoé à Lomé-ville :

Principal	Fr. 10,—
C. A. à la C. M.	— 1,—

M. Doumadji à Lomé-ville :

Principal	— 4,50
C. A. à la C. M.	— 0,45

M. Allar à Lomé-ville :

Principal	— 1,50
C. A. à la C. M.	— 0,15

M. Ayaonou à Lomé-ville :

Principal	— 10,50
C. A. à la C. M.	— 1,05

Exercice 1937

IMPÔT EUROPÉEN

R. P. Brungard à Lama-Kara :

Taxe fixe	Fr. 253,—
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Bedel à Mango :

Taxe fixe	— 230,—
Rachat prestations	— 30,—

Dr. Tinard à Mango :

Rachat prestations	— 30,—
------------------------------	--------

R. P. Cottez à Atakpamé :

Taxe fixe	— 230,—
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Knalbel à Atakpamé :

Taxe fixe	— 230,—
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Noël à Atakpamé :

Taxe fixe	— 230,—
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Simon à Atakpamé :

Taxe fixe	— 230,—
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Dauphin à Bassari :

Taxe fixe	— 230,—
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Kennis à Bassari :

Taxe fixe	— 230,—
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Blondé Aloïse à Lomé (trésor) :

Taxe fixe	— 230,—
Cent. add. à la C. M.	— 11,50
Rachat prestations	— 30,—

Mgr. Cessou à Lomé (trésor) :

Taxe fixe	— 230,—
Cent. add. à la C. M.	— 11,50
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Fabrick Th. (trésor) :

Taxe fixe	Fr. 230,—
Cent. add. à la C. M.	— 11,50
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Fritch (trésor) :

Taxe fixe	— 230,—
Cent. add. à la C. M.	— 11,50
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Gester Eugène (trésor) :

Taxe fixe	— 230,—
Cent. add. à la C. M.	— 11,50
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Girard (trésor) :

Taxe fixe	— 230,—
Cent. add. à la C. M.	— 11,50
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Lingenheim (trésor) :

Taxe fixe	— 230,—
Cent. add. à la C. M.	— 11,50
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Rasser (trésor) :

Taxe fixe	— 230,—
Cent. add. à la C. M.	— 11,50
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Riebtein à Lomé (trésor) :

Taxe fixe	— 230,—
Cent. add. à la C. M.	— 11,50
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Van Door (trésor) :

Taxe fixe	— 230,—
Cent. add. à la C. M.	— 11,50
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Van Lienven (trésor) :

Taxe fixe	— 230,—
Cent. add. à la C. M.	— 11,50
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Van Lieshout (trésor) :

Taxe fixe	— 230,—
Cent. add. à la C. M.	— 11,50
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Werlé Victor (trésor) :

Taxe fixe	— 230,—
Cent. add. à la C. M.	— 11,50
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Woelffel (trésor) :

Taxe fixe	— 230,—
Cent. add. à la C. M.	— 11,50
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Koeitz Aloïse (trésor) :

Taxe fixe	— 230,—
Cent. add. à la C. M.	— 11,50
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Fuchs à Lomé-subdivision :

Taxe fixe	— 230,—
Rachat prestations	— 30,—

R. P. Frering à Anécho :

Taxe fixe	— 230,—
Rachat prestations	— 30,—

Exercice 1937
IMPÔT EUROPÉEN

R. P. Wieder à Anécho :

Taxe fixe	Fr.	230,—
Rachat prestations	—	30,—

R. P. Fini à Anécho :

Taxe fixe	—	230,—
Rachat prestations	—	30,—

R. P. Kwakoume à Anécho :

Taxe fixe	—	230,—
Rachat prestations	—	30,—

R. P. Baltz à Anécho :

Taxe fixe	—	230,—
Rachat prestations	—	30,—

R. P. Haeffner à Anécho :

Taxe fixe	—	230,—
Rachat prestations	—	30,—

R. P. Erhart à Anécho :

Taxe fixe	—	230,—
Rachat prestations	—	30,—

Darjo à Anécho :

Rachat prestations	—	30,—
--------------------	---	------

Dr. Benderitter à Anécho :

Rachat prestations	—	30,—
--------------------	---	------

IMPÔT PERSONNEL INDIGÈNE

Agbodjan P. L. à Anécho :

Impôt personnel	Fr.	175,—
Rachat prestations	—	25,—

Byll Moran à Anécho :

Impôt personnel	—	125,—
Rachat prestations	—	20,—

Ayivissaka à Anécho :

Impôt personnel	—	60,—
Rachat prestations	—	15,—

Locco L. à Anécho :

Impôt personnel	—	60,—
Rachat prestations	—	15,—

Wallace Améou L. à Anécho :

Impôt personnel	—	60,—
Rachat prestations	—	15,—

PATENTES I

M. Abbey B. à Anécho : Patente Fr. 150,—

M. Locco L. à Anécho : Patente — 100,—

LICENCE

M. F. Kumako M. à Anécho : Licence — 50,—

PATENTE II

S. G. G. G. à Atakpamé : Patente — 400,—

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 septembre 1937.

MONTAGNE

**Cadre local européen des chemins
de fer et du wharf du Togo**

ARRETE N° 504 modifiant l'article 10 de l'arrêté n° 611 en date du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des chemins de fer et du wharf du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 611 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des chemins de fer et du wharf du Togo;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, des mines, du chemin de fer et du wharf du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu la lettre n° 641 S. T. en date du 7 août 1937 de M. le gouverneur général de l'Afrique occidentale française, Haut-Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 10 de l'arrêté n° 611 du 12 octobre 1933 est modifié ainsi qu'il suit :

Peuvent être agréés directement en qualité de sous-chefs d'études, sous-inspecteurs d'exploitation, chefs de section des voies et bâtiments, sous-chefs de dépôt, sous-chefs d'atelier, de 3^e classe, dans la limite du quart des emplois vacants, les candidats possédant l'un des titres énumérés ci-après : licence; diplôme délivré par le ministre du commerce aux élèves des écoles supérieures de commerce reconnues par l'état; diplôme de sortie des écoles d'arts et métiers, de l'école spéciale des travaux publics, de l'école centrale lyonnaise ou toute autre école reconnue par l'état d'un niveau d'études scientifiques égal à celui des écoles d'arts et métiers; brevets d'officier d'artillerie ou du génie de l'armée active.

Ces candidats doivent en outre justifier de deux années de fonctions analogues dans l'exploitation d'un chemin de fer.

Le reste des emplois vacants est réservé aux dessinateurs principaux, contrôleurs principaux, chefs de district principaux, chefs de gare, chefs ouvriers d'art, chefs mécaniciens du cadre des chemins de fer et du wharf, chefs dessinateurs, chefs surveillants, chefs ouvriers d'art du cadre des travaux publics ayant un an d'ancienneté dans la 3^e classe et inscrits au tableau d'avancement pour ce grade après avoir satisfait aux épreuves d'un examen professionnel dont les modalités et le programme sont fixés par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 septembre 1937.

MONTAGNE

Comité de surveillance des prix**ARRETE n° 513 portant composition du comité de surveillance des prix du territoire du Togo**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 25 août 1937 tendant à prévenir et à réprimer toutes augmentations illégitimes des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, notamment en son article 3;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le comité de surveillance des prix prévu par l'article 3 du décret du 25 août 1937 susvisé est composé ainsi qu'il suit :

Président :

M. Gradassi, administrateur en chef des colonies commandant le cercle du sud, administrateur-maire de la commune mixte de Lomé.

Membres :

M.M. Sanson, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances,
Toqué, chef du bureau des douanes,
Veuillet, inspecteur de la voie du C.F.T.
Coader, pharmacien-capitaine,
Lauqué, adjoint principal des services civils,
Saint-Cricq, commis principal de la trésorerie,
Dossou Jean, opérateur principal des T.P.
Eychemme, président de la chambre de commerce,
Leitch, agent de la maison John Holt et Cie,
Curtat, agent de la maison S.G.G.G.,
Félicio de Souza, planteur-éleveur,
Adjavon Emmanuel planteur-éleveur,

Représentant les administrations publiques.

Représentant les consommateurs.

Représentant les intermédiaires.

Représentant les particuliers.

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires et notamment l'arrêté du 4 novembre 1936.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 septembre 1937.

L. MONTAGNE

**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL
Européen et Indigène****PERSONNEL EUROPÉEN****Affectations**

Par décisions n° 473, 505, 503 et 504 des :

15 août 1937. — M. Demonio, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies, rentrant de congé, est mis à la disposition du commandant du cercle du centre.

4 septembre 1937. — M. Cathelin, chef comptable hors classe du cadre des travaux publics du Togo, en service au bureau du secrétariat des travaux publics, est nommé gérant comptable du magasin général et agent transitaire du service local, en remplacement de M. Berlie, adjoint principal des services civils, titulaire d'un congé administratif.

M. Cathelin est chargé en outre de la comptabilité de la section de liquidation de la construction du chemin de fer central togolais.

Une commission composée de :

M.M. Sanson, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances *Président*
Guerin, adjoint principal des services civils,
Berlie, adjoint principal des services civils, *Membres*
Cathelin, chef comptable hors classe des T. P.

est chargée de dresser le procès-verbal des opérations de la passation de service et de procéder à l'inventaire général.

M. Cantara, ouvrier d'art stagiaire, attendu à Lomé le 3 courant par le s/s « Asie », est mis à la disposition du chef des services du chemin de fer et du wharf du Togo.

M. Lingdon, comptable de 1^{re} classe des travaux publics du cadre local du Togo précédemment en service au chemin de fer du Togo, est mis à la disposition de M. le chef du service des travaux publics et des mines du Togo, en remplacement de M. Cathelin appelé à d'autres fonctions.

Rappel pour services militaires

Par arrêté n° 495 du :

31 août 1937. — M. Berthon Albert, surveillant de 1^{re} classe des travaux publics conserve une ancienneté de 1 an 8 mois 18 jours, reliquat d'ancienneté pour services militaires non utilisés.

PERSONNEL INDIGÈNE**Affectations**

Par décisions n° 497, 506, et 511 des :

31 août 1937. — Le conducteur journalier Mensah Edoh, en service au garage central, est affecté au secteur de la trypanosomiasse pour la conduite du véhicule

T. T. 769, en remplacement du conducteur auxiliaire Grunitzky démissionnaire.

Le brigadier de police Sossou Emile, en service à la police, est affecté au garage central, en remplacement du conducteur auxiliaire Mensah Edoah appelé à d'autres fonctions.

4 septembre 1937. — L'infirmier de 1^{re} classe Kouevi Daniel, en service à la subdivision sanitaire d'Anécho, est affecté au secteur de la trypanosomiase de Pagouda en remplacement de l'infirmier de 4^e classe Mienso Ambroise appelé à d'autres fonctions.

L'infirmier de 4^e classe Mienso Ambroise, en service au secteur de la trypanosomiase, est affecté à Anécho.

L'infirmier de 5^e classe Gbikpi Samuel, en service au secteur de la trypanosomiase, est affecté à l'hôpital de Lomé en remplacement de l'infirmier de 3^e classe Mensah Benjamin appelé à d'autres fonctions.

L'infirmier de 3^e classe Mensah Benjamin, en service à l'hôpital de Lomé, est affecté à Pagouda.

L'infirmier de 5^e classe Wilson Robert, en service à Atakpamé, est affecté à Pagouda en remplacement de l'infirmier de 5^e classe Louis Alfred appelé à d'autres fonctions.

L'infirmier de 5^e classe Louis Alfred, en service à Pagouda, est affecté à la subdivision sanitaire d'Atakpamé.

L'infirmier de 3^e classe Dekpo Conrad, en service à Lomé, est affecté à Pagouda en remplacement de Kouma Dominique.

L'infirmier suppléant Kouma Dominique, en service à Pagouda est affecté à Mango en remplacement de l'infirmier de 3^e classe Assah Charles titulaire d'un congé.

L'infirmier de 5^e classe Gnassounou Léon, en service au secteur de la trypanosomiase, est affecté à l'hôpital de Lomé à l'expiration du congé dont il est titulaire.

7 septembre 1937. — Le mécanicien-conducteur principal de 4^e classe Koumakou K. Joseph en service au garage central est mis à la disposition pendant la durée d'un an du commandant du cercle de Sokodé pour être affecté à la subdivision de Lama-Kara et chargé de la conduite de la camionnette T. T. 953.

Titularisation

Par arrêté n° 494 du :

31 août 1937. — M. Aquereburu Samuel est titularisé dans le grade d'instituteur de 6^e classe pour compter du 1^{er} septembre 1937.

Nominations

Par arrêtés n° 496 et 507 des :

4 septembre 1937 — Est agréé dans le cadre des gardes-frontières des douanes du Togo en qualité de garde-frontière de 5^e classe le nommé Adjiko Auguste et mis à la disposition du chef du service des douanes.

8 septembre 1937. — Sont agréés dans le cadre des gardes-frontières en qualités de gardes-frontières stagiaires et mis à la disposition du chef du service des douanes, les nommés :

Francis Raphael. — Antoine Houndjo, — Assogba Faustin, — Hilaire Mensah, — Sessy Pierre Claver, Lawson Latékoué Thomas, — Amoussou Mathias, qui ont subi avec succès l'examen probatoire du 17 juillet 1937.

Réintégration

Par arrêté n° 498 du :

6 septembre 1937. — Le nommé Loko Albert est réintégré dans le cadre des commis d'administration du Territoire du Togo, au grade de 8^e classe. Son ancienneté dans ce grade remonte au 22 novembre 1935, date à laquelle M. Loko Albert, alors licencié pour inaptitude physique, a été reconnu apte à un service de bureau par le conseil de Santé de Lomé.

Le présent arrêté aura son effet au point de vue exclusif de l'ancienneté pour compter du 22 novembre 1935.

Démissions

Par décision n° 497, 508 et 509 des :

31 août 1937. — Est acceptée pour compter du 20 août 1937 la démission de son emploi offerte par le conducteur auxiliaire Grunitzky.

6 septembre 1937. — Est acceptée pour compter du 1^{er} octobre 1937 la démission de son emploi offerte par le mécanicien-conducteur de 4^e classe Gbeveh Christophe en service au garage central.

Est acceptée pour compter du 1^{er} septembre 1937, la démission de emploi offerte par l'ouvrier de 6^e classe Gbeve Siabi, en service au wharf.

Sanction disciplinaire

Par décision n° 510 du :

7 septembre 1937. — Le chef de train de 5^e classe Brym Moïse du cadre local indigène du chemin de fer absent du service depuis le 17 août 1937 doit être considéré comme étant en position d'absence irrégulière et est privé de sa solde pour compter du dit jour jusqu'à ce que le service de santé statue sur son cas.

FORCES DE POLICE

Compagnie de milice :

Engagements

Par arrêté n° 505 du :

8 septembre 1937. — Sont engagés pour 1 an comme miliciens de 2^e classe, p. c. du 1^{er} septembre 1937, les stagiaires dont les noms suivent :

Baba Sissoko, stagiaire catégorie B. Mle M/453/A. S., de la P. C. Lomé.

Yakouba, stagiaire catégorie A., Mle M/486/A. C., de la P. C. Lomé.

Anado, stagiaire catégorie A., Mle M/488/A. T., de la P. C. Lomé.

Licenciement

Le stagiaire de la catégorie A. Karsa, N° Mle M/499/A. T., de la P. C. Lomé, est licencié en fin de contrat pour « inaptitude professionnelle » par application des

dispositions de l'article 7 de l'arrêté n° 65, en date du 31 janvier 1934. — Rayé des contrôles actifs des forces de police le 1^{er} septembre 1937.

Une prime de licenciement égale à 2 mois de solde de base sans indemnités est accordée à l'intéressé en application des dispositions de l'article 6 de l'arrêté n° 67 en date du 31 janvier 1934. Il bénéficiera en outre, ainsi que sa famille, de la gratuité du transport sur tout le Territoire pour rejoindre ses foyers.

Garde indigène :

Licenciements

a) Le garde de 2^e classe Gado, N° Mle 1056, du peloton de Mango, est licencié en fin de contrat pour « inaptitude professionnelle » par application des dispositions de l'article 8 de l'arrêté n° 467 en date du 15 août 1933. — Rayé des contrôles actifs des forces de police, pour compter du 1^{er} septembre 1937.

Une prime de licenciement égale à 2 mois de solde de base sans indemnités est accordée à l'intéressé en vertu de l'article 6 de l'arrêté n° 66 en date du 31 janvier 1934. Il bénéficiera en outre, ainsi que sa famille, de la gratuité de transport dans tout le Territoire pour rejoindre ses foyers.

b) Le garde de 1^{re} classe Massiana, N° Mle 907, du peloton du sud (subdivision de Lomé), reconnu physiquement inapte au rengagement, est licencié en fin de contrat et rayé des contrôles actifs des forces de police le 5 octobre 1937 — Proposé d'office pour une pension de retraite proportionnelle en application des dispositions de l'arrêté n° 112 en date du 20 février 1937. Il bénéficiera en outre, ainsi que sa famille, de la gratuité de transport dans tout le Territoire pour rejoindre ses foyers.

c) Le garde de 1^{re} classe Soumoko, N° Mle 544, du peloton du sud (subdivision de Lomé), reconnu physiquement inapte au rengagement, est licencié en fin de contrat et rayé des contrôles actifs des forces de police le 5 octobre 1937 — Proposé d'office pour une pension de retraite proportionnelle en application des dispositions de l'arrêté n° 112 en date du 20 février 1937. Il bénéficiera en outre, ainsi que sa famille, de la gratuité de transport dans tout le Territoire pour rejoindre ses foyers.

Compagnie de milice :

Mutation

Par décision n° 518 du :

8 septembre 1937. — Est admis à passer dans la garde indigène et rayé des contrôles de la compagnie de milice p. c. du 1^{er} septembre 1937, le stagiaire de la catégorie A. Sodovo Gaston, N° Mle M/533/A. D., de la P. C. Lomé.

Garde indigène :

Rengagements

Sont rengagés pour 1 an, à compter du :

20 juillet 1937. — Solaila Safié, brigadier 2^e classe, Mle 576, du peloton de dépôt.

1^{er} septembre 1937. — Massam, garde de 2^e classe, Mle 1109, du peloton du sud (Lomé).

Tossou, garde de 2^e classe, Mle 1115, de la police municipale Lomé.

Telou, garde de 2^e classe, Mle 1058, du peloton de dépôt.

16 octobre 1937. — Nangui, garde de 2^e classe, Mle 1110, du peloton du sud (Lomé).

25 novembre 1937. — Langbé, garde de 1^{re} classe, Mle 911, du peloton du sud (Lomé).

Mutation

Est admis dans la garde indigène p. c. du 1^{er} septembre 1937, comme garde de 2^e classe, Mle 1124, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 467 du 15 août 1933, l'ex-stagiaire catégorie A. Sodovo Gaston, Mle M/533/A. D., de la P. C. Lomé.

Ce garde est affecté au détachement de la police municipale p. c. du 1^{er} septembre 1937.

ACTES DIVERS

Allocations

Par décisions n° 500 et 501 du :

4 septembre 1937. — Est accordée, pour l'année 1937, une allocation au jeune métis indigent ci-après :

CIRCONSCRIPTION	NOM DE L'AYANT DROIT	AGE	TAUX JOURNALIER	PERSONNE DÉSIGNÉE POUR PERCEVOIR L'ALLOCATION
Cercle du centre Subdivision Palimé	Savary Paul	10 ans	1,40	Afoua

Est accordée pour compter du 1^{er} août 1937, une allocation au jeune métis indigent ci-après :

CIRCONSCRIPTION	NOM DE L'AYANT DROIT	AGE	TAUX JOURNALIER	PERSONNE DÉSIGNÉE POUR PERCEVOIR L'ALLOCATION
Cercle de Sokodé Subdivision Bassari	Julien Alexandre	5 ans	0,50	R. P. Dauphin, Supérieur Mission Catholique Bassari

Billetage

Par décision n° 495 du :

31 août 1937. — M. Tavera, chef de district de 1^{re} classe du chemin de fer du Togo est chargé des fonctions de billeteur pour la paye des ouvriers et manœuvres du service de chemin de fer travaillant sur le 2^e district.

M. Agniel, chef de district de 3^e classe du chemin de fer du Togo est chargé des fonctions de billeteur pour la paye des ouvriers et manœuvres du service de chemin de fer travaillant sur les 3^e et 4^e districts.

Ils auront droit en cette qualité à l'indemnité de billeteur prévue par les règlements en vigueur.

COMMISSIONS

Par décisions n° 488 et 513 des :

24 août 1937. — Une commission composée de :

- M.M. 1) Le commandant du cercle du centre ou son délégué, *Président*
 2) Un fonctionnaire, désigné par le commandant du cercle du centre, représentant de l'administration,
 3) Pierre Azemard, employé de commerce, *Membres*
 4) Michel Gnadoe, employé de commerce, représentant le concessionnaire,

se réunira à Blitta, place du marché, sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par la S.G.G.G.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné au concessionnaire.

8 septembre 1937. — Une commission composée de :

M. M. Pradier, proposé du trésor	<i>Président</i>
Jonca, chef de bureau des chemins de fer,	} <i>Membres</i>
Gaba, receveur principal,	
Bocconi, commis des P.T.T.	

se réunira le 11 septembre 1937 à 9 heures au bureau du receveur principal à Lomé à l'effet de procéder à la réception des valeurs postales provenant de l'agence comptable des timbres-poste coloniaux à Paris.

La commission dressera le procès-verbal de ses opérations.

Commission des marchés

Par décision n° 514 du :

8 sept. 1937. — M. Pic, administrateur de 3^e classe des colonies est nommé membre de la commission des marchés en remplacement de M. Peyrottes en instance de départ en congé.

M. de Pedrals, élève-administrateur des colonies est nommé membre de la commission des marchés en remplacement de M. Boissier nommé chef de cabinet du commissaire de la République au Togo.

Concours d'entrée à l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo (Section Togo)

Par décision n° 516 du :

8 septembre 1937. — La composition du jury du concours d'entrée à l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo est modifiée comme suit :

M. M. Roche, administrateur-adjoint des colonies	<i>Président</i>
Pierron, délégué du chef du service de l'agriculture,	} <i>Membres</i>
Beuter, directeur de l'école régionale de Lomé,	
Berlie, adjoint principal des services civils.	

Conseil d'administration

Par décision n° 491 du :

24 août 1937. — Mr. Boissier Jacques, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies, chef de cabinet du Commissaire de la République au Togo, est nommé secrétaire-archiviste du conseil d'administration en remplacement de Mr. Mouragues, administrateur-adjoint des colonies, rentré en congé administratif.

Création de société

Par arrêté n° 506 du :

8 sept. 1937. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la création d'une société sportive et théâtrale dénommée « Lion rouge » dont le but est de favoriser la pratique des sports et du foot-ball en particulier.

Sont approuvés les statuts de cette société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Délégation de signature

Par décision n° 490 du :

24 août 1937. — Mr. Boissier Jacques, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies chef de cabinet du Commissaire de la République au Togo, est délégué pour la légalisation des signatures et pour la délivrance des permis d'importation, de circulation, de vente et de détention des armes et de leurs munitions.

Ecole Victor Ballot

Par décision n° 502 du :

4 septembre 1937. — Est autorisé le passage en 3^e année à l'Ecole Primaire Supérieure Victor Ballot (section Togo), des élèves de 2^e année ci-après désignés; par ordre de mérite :

a) Section générale :

- 1° — Kpotsra Gerson
- 2° — Mikem Pierre
- 3° — Ayih Raphaël
- 4° — Nicolas Félix
- 5° — Mensah Emmanuel
- 6° — Aziablé Andréas

b) Section enseignement :

- 1° — Lawson Frida

Est autorisé le passage en 2^e année des élèves de 1^{re} année ci-après désignés; par ordre de mérite :

a) Section générale :

- 1° — Johnson Francis
- 2° — Amorin César
- 3° — de Médeiros Carles
- 4° — Djabakou Albert
- 5° — Edoth Joël
- 6° — Ekoué Martin
- 7° — Emeyah Benoît

b) Section enseignement :

- 1° — Lawson Hélène
- 2° — Haoth Elise

Les intéressés seront dirigés en temps utile sur Porto-Novo pour la rentrée des classes du 8 septembre 1937.

Imputation de dépenses

Par arrêté n° 474 du :

26 août 1937. — Est autorisée l'imputation au budget local du territoire d'une facture de 5.735 francs (cinq mille sept cent trente cinq francs) au nom de la Librairie Hachette 79, Boulevard Saint Germain Paris, correspondant à divers abonnements souscrits en 1931 en vertu du marché n° 3.039 du 28 juin 1927.

La dépense dont il s'agit sera supportée par le budget local, exercice 1937 et imputée sur les crédits prévus au chapitre 15, article 9, (dépense des exercices clos).

Interdiction de séjour

Par arrêté n° 493 du :

31 août 1937. — Le séjour dans la subdivision de Palimé est interdit pendant deux années; durée fixée par le jugement n° 25 du 18 juillet 1936 du tribunal du 1^{er} degré de Palimé, au nommé Akakpovi.

Le séjour dans les subdivisions de Tsévié et de Lomé est interdit pendant six années, durée fixée par le jugement du 19 juillet 1937 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé, au nommé Alohoossode.

Subventions

Par décisions n^{os} 498 et 499 des :

1^{er} septembre 1937. — Une subvention en espèces et en nature de vingt mille francs (20.000 frs) est accordée pour l'année 1937 à l'aéro-club du Togo, à Lomé.

La subvention en nature s'élève à 1.744 francs représentant le montant des travaux de dallage du hangar des avions appartenant à l'aéro-club.

La subvention en espèces s'élève à 18.256 francs.

En outre, le Territoire prend entièrement à sa charge les loyers et l'entretien permanent du terrain d'aviation de Lomé, du hangar et des bâtiments du service local qui se trouvent sur ledit terrain et dont la jouissance est laissée gracieusement à l'aéro-club.

3 septembre. — Une subvention de mille cent francs (1.100 frs) est accordée M^{me} Meyer (en religion sœur Jean-Baptiste) directrice de l'internat des sœurs d'Aného.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre XV, article 4, paragraphe 2 du budget local, exercice 1937.

Comité de surveillance des prix de gros

Par décision n^o 489 du :

24 Août 1937. — M.M. Mabrut, Champion et Bonnard sont désignés pour faire partie du comité de surveillance des prix de gros, comme représentants de l'administration publique en remplacement de M.M. Laugier, Siro et Nouvel.

M. Leitch est désigné pour faire partie du comité de surveillance des prix de gros, comme représentant des intermédiaires en remplacement de M. Perkins.

Prix de gros de diverses marchandises

			14 Août	21 Août
Blé indigène, prix officiel		100 kgs.	—	—
Farine de consommation	Paris	—	235,—	235,—
Avoines	—	—	119,75	123,50
Seigles de Beauce (départ)	—	—	125,50	123,50
Orge de Beauce (départ)	—	—	—	148,50
Mais Indochine	Marseille	—	108,25	108,75
Pommes de terre, Esterling	Paris	—	45,60	45,—
Riz, Saïgon n ^o 1	Le Havre	—	124,—	128,—
Pâtes alimentaires 1 ^{er} choix	Lyon	—	505,—	505,—
Bœuf	La Villette	kg.	9,50	10,10
1 ^{er} — qualité	—	—	8,40	9,—
2 ^{er} — qualité	—	—	13,—	13,50
Veau	—	—	11,90	12,40
1 ^{er} — qualité	—	—	14,80	15,70
2 ^{er} — qualité	—	—	10,20	11,10
Mouton	—	—	10,—	10,14
1 ^{er} — qualité	—	—	9,42	9,86
2 ^{er} — qualité	—	—	—	—
Porc	—	—	15,—	—
Vin rouge, Béziers 9 ^o	Le degré hectol.	—	19,72	19,82
Beurres	Paris	kg.	18,50	18,58
Charente, Poitou	—	—	9,50	9,46
Normandie, (centr.)	—	—	9,50	10,—
Fromages	—	—	565,—	565,—
Comté	—	—	—	—
Port salut	—	—	—	—
Huile arachide supérieure	Marseille	100 kgs.	277,25	277,25
Huile olive Tunisie	—	—	462,50	462,50
Sucre	Paris	—	244,75	241,50
Blanc n ^o 3	Lyon	—	—	—
Raffiné	Le Havre	50 kgs.	505,—	505,—
Café Santos good à l'entrepôt	—	—	139,—	139,—
Cacao Bahia Fair à l'entrepôt	—	—	982,50	953,50
Fonte de moulage n ^o 3	Base Longwy	la tonne	4.024,—	3.980,—
Aciers marchands	Paris	100 kgs.	384,—	375,—
Cuivre en lingots	Le Havre	—	425,—	423,—
Etain Détroits	—	—	140,—	140,—
Plomb, marques ordinaires	—	—	390,50	386,50
Zinc, bonnes marques	La Havre ou Paris	—	41,60	41,10
Houille, tout venant industriel 30/35 Nord	—	—	—	—
Coton américain	Le Havre	50 kgs.	—	—
Laine peignée	Roubaix	kg.	—	—
Lin de Russie — C. A. F. ports français	—	100 kgs.	—	—

		14 Août	21 Août
Changre indigène, Anjou, Sarthe	100 kgs.	—	—
Jute First mark, C. A. F. ports français	—	—	—
Soie grège Cévennes	Lyon kg.	135,50	140,—
Peaux de Bœufs moyens	Paris 50 kgs.	341,75	341,75
bœufs Rio de Janeiro, salés	Le Havre —	315,—	315,—
Cuir à semelles	Paris kg.	39,—	39,—
Suif indigène	— 100 kgs.	300,—	300,—
Huile de colza	Lyon —	—	—
Huile de lin	— —	—	—
Alcool dénaturé	— Hectolitre	350,—	355,—
Carbonate de soude	— 100 kgs.	88,—	90,—
Nitrate de soude synthétique	Dunkerque —	98,—	98,—
Benzol	Paris —	229,—	229,—(1)
Bois de Sapin madrier	— le mètre	8,90	8,90
charpente Chêne	— le m ³	550,—	550,—
Caoutchouc	— kg.	11,60	11,45
Savon blanc extra 72%	Marseille 100 kgs.	345,—	345,—
Sulfate de cuivre	Bordeaux —	306,—	—
Ciment Portland artificiel	Départ usine la tonne	232,—	232,—

(1) Depuis fin Juillet : benzol : 229,—

Comité de surveillance des prix de gros

(Séance du 26 août 1937)

Pâtes alimentaires, les 100 kilogrammes	frs. 925,—
Huile d'olive, le litre	— 14, 85
Bière, la caisse	— 220,—
Beurre, la boîte de ok. 454	— 14, 50
la boîte de ok. 227	— 7, 50
Sardines, la caisse de 100 boîtes	— 230,—
Ciment, le baril de 181 kilog.	— 82, 30
Farine, les 100 kilogrammes	— 340,—
Tabac, le kilogramme	— 25, 75
Riz, les 100 kilogrammes	— 175,—
Corned beef, la caisse de 48 boîtes de ok. 340	— 144, 20
Corned beef, la caisse de 96 boîtes de ok. 227	— 275,—
Sucre, les 100 kgs. (en paq. de 1 kilo)	— 310,—
Sucre, les 100 kgs. (en vrac)	— 285, 13
Eau Perrier, la caisse de 30 bouteilles	— 121, 81
Vin, l'hectolitre	— 410,—
Savon, les 100 kilogrammes	— 465,—
Allumettes, le paquet	— 2, 93

Cours des changes

Livre sterling	139,05
Dollar	28,15
Mark	10,718
Belga	4,74
Franc suisse	6,46

SERVICE**de successions de fonctionnaires et militaires****AVIS****d'ouverture de successions**

Les créanciers et débiteurs de la succession :

1° — Dama N'gueni, garde de cercle, né à Kouroutière cercle d'Atacora (Dahomey) vers 1911, décédé à Lomé le 10 février 1937;

2° — Yora, garde de cercle né à Saméré (Dahomey) vers 1892 décédé à Lomé le 29 avril 1937

sont invités à produire leurs titres à M. le Receveur de l'enregistrement à Lomé, chargé de successions de fonctionnaires et militaires, en son bureau, rue Rond-Point, ou à se libérer dans le plus bref délai.

DOMAINES

Par arrêtés n° 481 et 482 des :

26 août 1937. — Est attribué définitivement en toute propriété au sieur John Albert Akovi Mensah, employé de commerce à Lomé, un terrain domanial de la surface de 5 ares 73 centiares, situé à Lomé au nord-est de la place des fêtes, objet du titre foncier n° 421 du cercle de Lomé;

Le sieur Comla Ahadji, entrepreneur de transports à Atakpamé, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle de terrain domanial situé à Atakpamé, cercle du centre, rue du grand marché, d'une superficie d'environ six ares soixante quinze centiares; (6 a 74)

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges ci-annexé.

Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1040, déposée le 24 août 1937, le sieur Fantognon Eloi, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Atakpamé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares 38 centiares situé à Atakpamé, cercle du centre et

borné au nord par la route de Lomé, à l'est par terrain à Agbodjan, au sud par terrain à Ajavon, à l'ouest par terrain à Félício de Souza;

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE

Suivant réquisition, n° 1041, déposée le 6 septembre 1937, le sieur Bryn Louis Vincent Abini-Bola, profession de commis d'administration, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, en partie bâti, consistant en un terrain de culture ayant la forme d'un polygone irrégulier, planté de jeunes cocotiers, d'une contenance totale d'environ 3 ha. 50 ares 25 centiares situé à Baguida, lieu dit « Devegou-Tamegni » canton de Baguida subdivision de Lomé, cercle du sud; borné au nord par un marécage et terrains aux consorts Agbeavi de Baguida, à l'est par des terrains aux nommés Bamezon, Akrobessi, au sud par des terrains aux nommés Madokpo, Francis Kudadjé et Numatekpo, à l'ouest par terrain aux nommés Afantshao et Karl Bakar;

Il déclare que ledit immeuble lui appartient pour l'avoir acquis aux consorts Agbeavi de Baguida et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,

Pic

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mercredi 3 novembre 1937 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier Abobokomé, cercle du sud consistant

en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un rectangle d'une contenance de 2 ares 62 centiares et borné au nord par terrain à Porto-Ricco, à l'est par la rue Stanley, au sud par terrain à Mikploafando, à l'ouest par terrain au requérant; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur William Sessindé Garber, profession de tailleur demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 3 août 1937, n° 1036.

Le mercredi 3 novembre 1937 à quatorze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier Nyekonakpoé, cercle du sud consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 49 ares 62 centiares, et borné au nord par le village de Nyekonakpoé, à l'est par terrain au requérant et au nommé Pedro Dankey, au sud par terrain à Michel Kouassi et à l'ouest par terrain à Koffi Akligo; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kodjo Akligo, profession de cultivateur, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire; suivant réquisition du 4 août 1937, n° 1037.

Le mercredi 3 novembre 1937 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 6, cercle du sud consistant en un terrain urbain, en partie bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel est édifié une petite construction en terre de barre couverte en tôle d'une contenance de 2 ares 93 centiares et borné au nord par la route de Bè, à l'est et au sud par le titre foncier n° 210 appartenant à Akuelé Soga, à l'ouest par une ruelle non dénommée; dont l'immatriculation a été demandée par la dame Akuelé Soga, profession de revendeuse demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 12 août 1937, n° 1038.

Le conservateur de la propriété foncière, p. i.,

Pic

ÉTAT des mouvements de la Navigation du Port de Lomé
pendant le mois d'Août 1937

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
227-Mary Kingsley Sapele-Liverpool	Anglais	2. 8. 37	2. 8. 37	2.175	42	—	327.410
228-Ft. de Vaux Hambourg-Douala	Français	2. 8. 37	2. 8. 37	3.151	45	52.773	—
229-Canada Marseille-Douala	—do—	3. 8. 37	3. 8. 37	5.668	168	37.310	53
230-Boreas Burutu-Liverpool	Norvégien	4. 8. 37	4. 8. 37	1.674	27	—	78.424
231-Chelma Port Gentil-Marseille	Français	4. 8. 37	8. 8. 37	3.106	42	—	609.823
232-Fort Lamy Douala-Dunkerque	—do—	5. 8. 37	5. 8. 37	3.117	44	3.342	206.315
233-Robert Holt Douala-Liverpool	Anglais	6. 8. 37	6. 8. 37	1.798	41	116	178.932
234-Sobo Liverpool-Lagos	—do—	8. 8. 37	8. 8. 37	2.321	48	22.914	2.100
235-Canada Douala-Marseille	Français	9. 8. 37	9. 8. 37	5.668	168	24.007	157.044
236-Cherca Triste-Durban	Italien	9. 8. 37	9. 8. 37	3.309	43	128.818	—
237-Guinean Hambourg-Sapele	Anglais	9. 8. 37	10. 8. 37	3.069	41	251.949	26.105
238-Ashantian Liverpool-Opobo	—do—	10. 8. 37	10. 8. 37	2.960	41	84.164	—
239-Brazza Bordeaux-Pte. Noire	Français	10. 8. 37	10. 8. 37	6.206	143	4.371	486
240-Jonathan Holt Liverpool-Douala	Anglais	15. 8. 37	15. 8. 37	1.794	40	67.441	—
241-Deido Warri-Liverpool	—do—	17. 8. 37	18. 8. 37	2.143	40	60	328.127
242-Wilbert Hambourg-Lagos	Allemand	17. 8. 37	17. 8. 37	2.242	45	51.998	118.228
243-Amstelkerk Amsterdam-Douala	Hollandais	20. 8. 37	20. 8. 37	2.483	67	130.196	—
244-Liberian Londres-Burutu	Anglais	22. 8. 37	22. 8. 37	3.068	41	278.814	—
245-Brazza Pte. Noire-Bordeaux	Français	22. 8. 37	22. 8. 37	6.206	142	24	53.418
246-Ft. de Vaux Douala-Havre	—do—	23. 8. 37	23. 8. 37	3.151	45	—	284.379
247-New Brooklyn New York-Opobo	Anglais	23. 8. 37	23. 8. 37	4.039	49	62.936	4.176
248-David Livingstone Londres-Kribi	—do—	23. 8. 37	23. 8. 37	2.175	42	26.939	60
249-Gabon Douala-Marseille	Norvégien	24. 8. 37	24. 8. 37	2.796	33	—	569.061
250-Hoggar Marseille-Douala	Français	25. 8. 38	25. 8. 37	3.109	74	45.795	—
251-Tombouctou Pte. Noire-Marseille	—do—	26. 8. 37	26. 8. 37	3.262	43	6.600	265.143
252-Kumasian Hambourg-Sapele	Anglais	27. 8. 37	27. 8. 37	2.947	40	95.340	—
253-Dagomba Liverpool-Kribi	—do—	27. 8. 37	27. 8. 37	2.106	39	59.456	—
254-Mont Viso Marseille-Pte. Noire	Français	28. 8. 37	28. 8. 37	2.828	38	48.853	0.015

Lomé, le 2 Septembre 1937.

Le chef du service des Douanes.

Toqué.

**TEXTES PUBLIÉS
à titre d'information**

Statut de la magistrature coloniale

RAPPORT

Au Président de la République Française

Paris, le 16 juillet 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'article 35 du décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale, modifié par décret du 11 mai 1934, prévoit que les promotions et les inscriptions au tableau d'avancement des magistrats coloniaux ne peuvent être effectuées que si les intéressés comptent au 1^{er} janvier de l'année, deux ans au moins d'ancienneté dans leur catégorie, dont une année au minimum de service effectif accompli dans cette même catégorie aux colonies.

Or, il n'existe que cinq postes de vice-président ou avocat général d'une cour d'appel de 1^{re} classe dans le cadre de la magistrature des colonies autres que l'Indochine, et aucun des titulaires de ces emplois ne compte deux années d'ancienneté au 1^{er} janvier 1937.

Dans ces conditions, pour qu'il soit possible de procéder aux mouvements qui doivent résulter des admissions à la retraite des magistrats atteints par la limite d'âge le 1^{er} avril 1937, en application de la loi du 18 août 1936 et du règlement d'administration publique du 6 décembre 1936, concernant la limite d'âge des fonctionnaires coloniaux, il est nécessaire de modifier sur ce point le statut de la magistrature coloniale.

Tel est l'objet du projet du décret ci-joint qui a été approuvé par la commission de réforme de l'organisation judiciaire des colonies et du statut de la magistrature coloniale et que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Vincent AURIOL.*

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale, et les décrets qui l'ont modifié, notamment le décret du 11 mai 1934;

Le conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 35 du décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale, modifié par décret du 11 mai 1934, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 35. — Sous réserve des dispositions des articles 60 et suivants du présent décret, nul ne peut obtenir une promotion ou être inscrit au tableau d'avancement s'il n'a, au 1^{er} janvier précédent ou au 1^{er} janvier de l'année pour laquelle le tableau est dressé, deux ans

au moins d'ancienneté dans sa catégorie de traitement, dont une année au minimum de service effectif accompli dans cette même catégorie aux colonies ou dans les territoires relevant du ministère des colonies, à l'exception des vice-présidents et des avocats généraux des cours d'appel de 1^{re} classe des colonies autres que l'Indochine lorsqu'ils concourent pour des emplois de président ou de procureur d'une cour d'appel de 2^e classe.

Lorsque des magistrats appartenant à deux catégories différentes sont également susceptibles d'être promus par application de l'article 34 ci-dessus, les magistrats de la catégorie supérieure ajoutent au temps d'ancienneté et à la durée du séjour colonial accomplis dans cette catégorie, le temps d'ancienneté et la durée de séjour colonial accomplis dans la catégorie inférieure.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 16 juillet 1937.

ALBERT LEBRUN

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Vincent AURIOL.*

**Conditions dans lesquelles les indigènes de
l'Afrique occidentale française peuvent être admis à
la qualité de citoyen français**

RAPPORT

Au Président de la République Française.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 21 août 1932, modifié par le décret subséquent du 25 août 1935, a déterminé les conditions dans lesquelles les indigènes de l'Afrique occidentale française pouvaient accéder à la qualité de citoyen français.

Sous l'empire de cette législation, l'admission du droit de cité est restée une faveur réservée à titre personnel aux indigènes jugés les plus méritants.

A ce régime d'exception, il nous est apparu qu'il convenait, à l'imitation de la réforme réalisée pour l'Indochine, par le décret du 14 octobre 1936, de substituer pour certaines catégories d'indigènes qui ont rendu des services éminents aux intérêts français ou qui sont titulaires de diplômes démontrant leur parfaite assimilation, l'admission de plein droit.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Vincent AURIOL.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 21 août 1932 relatif à l'accession des indigènes de l'Afrique occidentale française; aux droits de citoyens français, tel qu'il a été modifié et complété par le décret subséquent du 25 août 1935;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les indigènes de l'Afrique occidentale française résidant dans cette colonie, peuvent obtenir ou obtiennent, de plein droit, sur leur demande, la qualité de citoyen français, aux conditions déterminées ci-après par le présent décret.

La femme indigène, célibataire, divorcée ou veuve peut également être admise dans les mêmes conditions au droit de cité.

Conditions générales de l'admission à la qualité de citoyens français

ART. 2. — Les conditions générales imposées à tout candidat à l'admission à la jouissance des droits de citoyen français sont les suivantes :

1° — Avoir dix-huit ans accomplis, sous réserve de l'autorisation expresse du mineur par le parent investi de la puissance paternelle ou, le cas échéant, par son tuteur, après avis du conseil de famille;

2° — Être monogame ou célibataire;

3° — Avoir fait usage de l'état civil pour faire constater son mariage et la naissance de ses enfants;

4° — Justifier de moyens d'existence certains;

5° — Être de bonnes vie et mœurs;

6° — Savoir lire, écrire et parler la langue française;

7° — Avoir deux ans de résidence consécutifs en Afrique occidentale française;

8° — S'être rapproché de la civilisation française par son genre de vie et ses habitudes sociales;

9° — N'avoir manifesté aucune hostilité contre la France par actes, écrits ou paroles;

10° — N'avoir encouru aucune condamnation portant, aux termes de la loi française, privations totale ou partielle des droits civils ou politiques, ni aucune peine afflictive prononcée par une juridiction indigène;

11° — Avoir satisfait, le cas échéant, aux obligations militaires.

Admission facultative

ART. 3. — Peuvent obtenir la qualité de citoyen français, les candidats justifiant des conditions générales énoncées à l'article 2 du présent décret et remplissant l'une des conditions ci-après :

1° — Avoir occupé, pendant dix ans au moins, avec mérite et dévouement, dans une administration publique, des fonctions rétribuées sur les fonds de l'Etat français, d'un des budgets de l'Afrique occidentale française ou d'un budget d'une colonie ou protectorat français;

2° — Avoir servi, pendant dix ans au moins, avec mérite et dévouement, la France dans ses armées de terre, de mer ou de l'air;

3° — Avoir pendant dix ans, rendu des services aux intérêts de la France, dans le commerce, l'industrie ou l'agriculture;

4° — Être titulaire d'un brevet de l'enseignement primaire supérieur ou professionnel ou d'un diplôme de l'enseignement secondaire et avoir, soit servi la

France pendant cinq ans avec mérite et dévouement dans une fonction civile ou militaire soit rendu, pendant cinq ans, des services importants aux intérêts français dans le commerce, l'industrie ou l'agriculture;

5° — Avoir été patronné, recueilli ou élevé pendant cinq ans avant la majorité, par une famille française ou par des sociétés de protection française reconnues d'utilité publique et avoir obtenu au moins le certificat d'études primaires;

6° — Avoir été adopté par un français;

7° — Avoir épousé une française dans les formes prévues par le code civil français.

Admission de plein droit

ART. 4. — Obtiennent, de plein droit, sur leur demande, la qualité de citoyen français, suivant la procédure prévue aux articles 16 à 27 ci-après du présent décret, les indigènes de l'Afrique occidentale française qui, remplissant les conditions générales énoncées aux paragraphes 1^{er}, 2^e, 3^e, 5^e, 7^e, 9^e, 10^e et 11^e de l'article 2 du présent décret et sous réserve de l'exception prévue à l'article 5 ci-dessus, se trouvent dans l'une des situations ci-après :

1° — Avoir rendu à la France des services exceptionnels attestés par la nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur;

2° — Avoir obtenu l'un des titres, diplômes, brevets, certificats, prix ou médailles ci-après ou être ancien élève ayant satisfait aux examens de sortie des écoles énumérées ci-dessous :

1° — Agrégation de l'enseignement supérieur;

2° — Agrégation de l'enseignement secondaire;

3° — Ecole normale supérieure de l'enseignement secondaire des jeunes filles (Sèvres);

4° — Ecole normale supérieure de l'enseignement primaire (garçons : Saint-Cloud; jeunes filles : Fontenay-aux-Roses);

5° — Ecole normale supérieure de l'enseignement technique;

6° — Certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire, à l'enseignement primaire supérieur, au professorat, des écoles normales et primaires supérieures, à l'inspection des écoles primaires et à la direction des écoles normales;

7° — Doctorat ou licence ès lettres, ès sciences ou en droit;

8° — Doctorat en médecine, diplôme supérieur de pharmacien, diplôme de pharmacien, diplôme de chirurgien-dentiste, doctorat vétérinaire;

9° — Interne des hôpitaux nommé au concours dans une ville où existe une faculté de médecine ou une école de plein exercice;

10° — Ecole des chartes;

11° — Ecole polytechnique;

12° — Brevet de capitaine au long cours;

13° — Ecole supérieure des mines (diplôme d'ingénieur civil des mines);

14° — Ecole des ponts et chaussées (diplôme d'ingénieur des constructions civiles);

15° — Ecole centrale des arts et manufactures (diplôme);

16° — Ecole nationale supérieure des mines de Saint-Etienne (diplôme d'ingénieur civil des mines);

17° — Ecole supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy;

18° — Diplôme d'ingénieur architecte, d'ingénieur des travaux publics, d'ingénieur mécanicien électricien, d'ingénieur géomètre, d'ingénieur des industries du froid délivré par l'école spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie;

- 19° — Diplôme d'ingénieur délivré par les instituts techniques fonctionnant près des facultés des sciences;
 20° — Ecole supérieure du génie rural;
 21° — Ecole supérieure d'électricité (diplôme E.S.E. et diplôme de radioélectricien E.S.E.);
 22° — Ecole du génie maritime;
 23° — Ecole nationale des arts et métiers;
 24° — Ecole libre des sciences politiques;
 25° — Ecole nationale des langues orientales vivantes;
 26° — Ecole supérieure des postes et télégraphes;
 27° — Institut national d'agronomie coloniale (diplôme);
 28° — Institut national agronomique (diplôme);
 29° — Ecole nationale des eaux et forêts;
 30° — Ecole nationale supérieure d'agriculture coloniale;
 31° — Ecoles nationales d'agriculture de Grignon, Montpellier et Rennes;
 32° — Ecole des haras du Pin;
 33° — Ecole des hautes études commerciales;
 34° — Ecole supérieure du commerce reconnue par l'Etat;
 35° — Prix ou médaille d'Etat dans les concours annuels de l'école nationale des beaux-arts, du conservatoire de musique et de l'école nationale des arts décoratifs à la condition de justifier en outre du temps de scolarité effectif nécessaire pour l'obtention de diplôme, prix ou médailles de ces écoles;
 3° — Etre officier indigène retraité ou officier en activité de service sorti d'une école militaire française, être sous-officier retraité titulaire de la médaille militaire;
 4° — Avoir épousé une Française dans les formes prévues par le code civil en cas d'existence d'enfant issu de ce mariage ou, s'il n'y a pas d'enfant, à condition que le mariage ait duré vingt ans.

ART. 5. — Sont dispensés de l'obligation de résidence prévue au n° 7 de l'article 2 les indigènes de l'Afrique occidentale française titulaires de l'agrégation de l'enseignement supérieur ou secondaire et les anciens élèves ayant satisfait aux examens de sortie de l'école polytechnique.

Procédure d'admission à la qualité de citoyen français

a) Formalités générales

ART. 6. — Tout indigène qui désire être admis à la qualité de citoyen français devra se présenter personnellement devant le chef de la circonscription administrative de son domicile ou, à défaut, de sa résidence, pour formuler sa demande et déclarer qu'il entend être régi par les lois civiles et politiques applicables aux citoyens français.

Le requérant doit faire choix d'un nom patronymique.

Les modalités et les effets de ce choix sont déterminés par un arrêté du gouverneur général.

ART. 7. — Les demandes ainsi formulées doivent être signées. Elles sont accompagnées, pour chacun des intéressés :

- 1° — De son acte de naissance;
 2° — S'il y a lieu, de la pièce officielle constatant son mariage;
 3° — D'un extrait du casier judiciaire ou de toute autre pièce en tenant lieu;
 4° — Eventuellement, des pièces constatant que les intéressés ont satisfait aux obligations militaires;
 5° — Des pièces justificatives de tous titres et qualités invoqués à l'appui de la demande.

Chaque demande sera enregistrée par le chef de la circonscription, qui en délivrera récépissé au postulant.

ART. 8. — Les actes de l'état civil, dont la production est exigée, seront accompagnés de leur traduction s'ils sont rédigés en langue étrangère.

Si les intéressés sont dans l'impossibilité de se procurer ces actes, ceux-ci seront suppléés par un acte de notoriété délivré dans les formes prescrites par l'article 71 du code civil.

Les extraits d'actes de l'état civil seront délivrés gratuitement sur papier libre. Ils porteront, en tête de leur texte, l'énonciation de leur destination et ne pourront servir à un autre usage.

ART. 9. — Le chef de la circonscription administrative procède alors à une enquête sur les antécédents, la situation, les moyens d'existence et la moralité du requérant. Il se prononce spécialement sur sa connaissance de la langue française s'il ne possède aucun diplôme et sur l'accomplissement des diverses conditions exigées.

Il consigne les résultats de son enquête dans un procès-verbal transcrit sur un registre spécial.

Le procès-verbal doit, en outre, obligatoirement spécifier que les postulants sont de bonnes vie et mœurs, qu'ils n'ont jamais participé à des menées contre la France, ni encouru les condamnations visées au paragraphe 10 de l'article 2.

ART. 10. — Si le demandeur est sous les drapeaux, la demande doit être adressée au chef de corps, qui la transmet au commandant supérieur des troupes chargé, aux lieu et place du chef de la circonscription administrative et dans les conditions fixées par les articles précédents, de diriger l'enquête, d'établir le procès-verbal et de procéder à la constitution du dossier.

b) Procédure de l'admission facultative.

ART. 11. — S'il s'agit d'une demande d'admission facultative à la qualité de citoyen français, le chef de la circonscription administrative ou le commandant supérieur des troupes transmet le dossier, accompagné de son avis, au chef d'administration locale qui donne son appréciation.

Le dossier est alors transmis au gouvernement général qui, après délibération en commission permanente du conseil de gouvernement, formule son avis motivé et envoie le dossier au ministre des colonies.

ART. 12. — Toute demande de cette catégorie devra être instruite et adressée au ministre des colonies dans un délai maximum de six mois, à dater du jour où elle a été présentée.

ART. 13. — Il est statué sur ces demandes par décret rendu sur la proposition du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice.

ART. 14. — Les décisions sont notifiées sans délai aux intéressés, par les soins du chef de la colonie, et transcrites sur le registre spécial prévu à l'article 9 ci-dessus.

Il sera obligatoirement fait mention du décret accordant l'accession aux droits de citoyen français ou la naturalisation, en marge des actes de notoriété et jugements en tenant lieu.

ART. 15. — Aucun droit de chancellerie ne sera perçu pour l'admission des intéressés à la qualité de citoyen français.

c) Procédure de l'admission de plein droit.

ART. 16. — S'il s'agit d'une demande d'admission de plein droit à la qualité de citoyen français, le chef de la circonscription administrative qui a reçu la demande l'enregistre et en délivre récépissé au postulant.

Il transmet sans délai un duplicata de ce récépissé au gouverneur général, par l'intermédiaire du chef d'administration locale, et au procureur général.

ART. 17. — Dans le mois qui suit l'enregistrement de la demande, le chef de la circonscription administrative, après avoir vérifié si le postulant remplit les conditions prévues pour acquérir la qualité de citoyen français, fait connaître les résultats de cet examen à l'intéressé, au gouverneur général, par l'intermédiaire du chef d'administration locale, et au procureur général qui, dans le délai d'un mois, en accusent réception et présentent les observations qu'ils jugent utiles.

Le dossier complet est ensuite transmis sans délai au greffier au tribunal de première instance ou de la justice de paix à compétence étendue du ressort, et avis en est donné au procureur de la République ou au juge de paix à compétence étendue, au gouverneur général et au procureur général.

ART. 18. — Si, dans le délai de deux mois, à dater de l'enregistrement de la demande au greffe du tribunal, il ne se produit aucune opposition du gouverneur général ou du procureur général, le tribunal saisi, à la première audience publique, déclare que le postulant remplit les conditions fixées par le présent décret et est admis à la qualité de citoyen français.

La décision du tribunal est notifiée au gouverneur général et au procureur général.

Il sera obligatoirement fait mention de cette déclaration en marge des actes d'état civil de l'intéressé ou des actes de notoriété en tenant lieu.

ART. 19. — En cas d'opposition émanant, soit du gouverneur général, soit du procureur général, notifiée dans le délai imparti à l'article 18 ci-dessus, par simple lettre ou dépêche télégraphique au greffier du tribunal, le tribunal examine si l'opposition est fondée, c'est-à-dire si le postulant réunit ou non les conditions requises aux termes du présent décret pour obtenir la qualité de citoyen. En audience publique dans le délai d'un mois, il recevra l'opposition ou en donnera mainlevée : dans ce dernier cas, il déclarera que le postulant est admis à la qualité de citoyen français.

ART. 20. — Le pourvoi en cassation est ouvert contre la décision du tribunal, soit au procureur général, soit à l'intéressé. Il est suspensif. Ce pourvoi sera introduit et jugé dans les formes et conditions prévues par le décret du 2 février 1852 et par la loi du 6 février 1914. Les notifications du pourvoi seront faites au procureur général ou par lui.

ART. 21. — Les actes judiciaires seront dispensés de timbre et enregistrés sans frais.

Dispositions générales

ART. 22. — La qualité de citoyen français, concédée à un sujet français de l'Afrique occidentale française, dans les conditions prévues au présent décret, entraîne de plein droit la concession de ladite qualité à la femme et aux enfants mineurs légitimes issus de cette union et inscrits sur les registres de l'état civil.

Les enfants légitimes majeurs ou mineurs autres que ceux visés au paragraphe précédent, ainsi que les enfants naturels reconnus dont l'un des parents aura été admis au droit de cité en vertu du présent décret, peuvent obtenir la même faveur par décret spécial s'ils réunissent les conditions suivantes :

1^o — Justifier de l'inscription de leur naissance sur les registres de l'état civil;

2^o — Être célibataires ou, s'ils sont mariés, être monogames et avoir fait usage de l'état civil pour faire constater leur mariage et la naissance de leurs enfants, le cas échéant;

3^o — Recevoir ou avoir reçu une instruction française et s'être rapprochés de la civilisation française par leur éducation et leur genre de vie.

Dans tous les cas visés à l'alinéa qui précède, si la demande d'admission aux droits de citoyen français concerne un mineur, elle sera formée par le représentant légal de l'intéressé, s'il est âgé de moins de 16 ans ou avec son autorisation par l'intéressé lui-même, s'il est âgé de plus de 16 ans.

ART. 23. — Les enfants légitimes, légitimés ou naturels dont le père a acquis postérieurement à leur naissance la qualité de citoyen français, par application de la législation antérieure, pourront, s'ils sont âgés de moins de 18 ans, être admis à la même qualité par décret spécial dans les conditions prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'article 22 ci-dessus.

ART. 24. — Est et demeure abrogée, la législation antérieure relative à l'accession à la qualité de citoyen français des indigènes de l'Afrique occidentale française.

Toutefois, il n'est pas dérogé, en ce qui concerne les indigènes de l'Afrique occidentale française, anciens combattants, aux dispositions du décret du 19 avril 1933 réglementant l'accession à la qualité de citoyen français des indigènes anciens combattants, et en ce qui concerne les métis nés de parents demeurés légalement inconnus aux dispositions du décret du 5 septembre 1930.

ART. 25. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française, au journal officiel de l'Afrique occidentale française, et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 23 juillet 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Vincent AURIOL.

Le ministre de la défense nationale,
et de la guerre,
Eduard DALADIER.

Le ministre de la marine,
César CAMPINCHI.

Institut national d'agronomie de la France d'outre mer

Par arrêté du ministre des colonies en date du : 23 juillet 1937, le nombre des élèves à admettre en 1937 dans la section agronomique de l'institut national d'agronomie de la France d'outre mer a été fixé à douze dont :

Cinq places réservées aux ingénieurs agronomes;

Cinq places réservées aux ingénieurs agricoles;

Deux places réservées aux candidats reçus à la suite du concours d'admission dans la section agronomique.

Le nombre des élèves à admettre en 1937 dans la section agricole de l'institut national d'agronomie de la France d'outre mer, à la suite du concours d'admission, a été fixé à huit.

En cas d'insuffisance du nombre des candidats de l'une des catégories, les places pouvant rester disponibles sont accordées par ordre de priorité, dans les conditions prévues à l'article 2 de l'arrêté du 3 août 1920, à des candidats ayant obtenu le diplôme de leur école d'origine avec une moyenne au moins égale à 15/20.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare déclinier toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

Fête de la Terre et de l'Eau, à Agouevé

Le dimanche 12 septembre 1937, a eu lieu l'inauguration officielle de la Pépinière d'Agouevé, en présence du Commissaire de la République et de Madame Montagné; d'une très nombreuse assistance d'Européens et d'Indigènes, venus de Lomé et des alentours de la nouvelle station.

Plusieurs discours furent successivement prononcés par un ouvrier des Travaux Publics, un manoeuvre agricole, le Chef du village d'Agouevé, l'Ingénieur Chef de la 2^e Circonscription Agricole, l'Ingénieur Délégué du Service de l'Agriculture, l'Administrateur en chef, commandant le cercle de Lomé, et enfin par le Commissaire de la République.

La visite qui suivit, des installations restaurées, des nouveaux aménagements pour l'arrosage des plants de la Pépinière, et des habitations bâties à l'intention des auxiliaires indigènes demeurant à la station, permit à chacun d'admirer les magnifiques résultats des efforts de quelques semaines.

ETUDE DE Me. VITTINI, avocat défenseur à LOME.

AVIS

LA SOCIÉTÉ DU HAUT OGOOUÉ, société anonyme dont le siège social est à Paris, 50 rue de Chateaudun, ayant un principal établissement à Cotonou, pour laquelle domicile est élu en l'étude de Me. VITTINI avocat défenseur

à Lomé, informe le public qu'elle a perdu le certificat d'inscription d'hypothèque qui lui a été délivré le neuf novembre mil neuf cent vingt-neuf par M. le conservateur de la propriété foncière à Lomé, l'hypothèque, objet du susdit certificat d'inscription, portant sur un immeuble appartenant à M. William Sewoavi Mensah et immatriculé, sous le numéro sept, au livre foncier du cercle de Lomé.

La susdite société du haut Ogooué se propose de demander un duplicata du certificat d'inscription susvisé, conformément à l'art. 99 du décret du 24 juillet 1906, sur le régime de la propriété foncière en A. O. F., rendu applicable au Togo.

Etude de Me Raymond VIALE, avocat-défenseur à Lomé

VENTE sur SAISIE IMMOBILIÈRE

A l'audience des saisies-immobilières du tribunal de première instance de Lomé, le mercredi *vingt octobre mil neuf cent trente sept*, à huit heures du matin, d'

UN IMMEUBLE URBAIN NON BATI

sis à Lomé, rues de Paris et Duquesne, immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé, sous le n° 419, vol. III, f° 18, consistant en un terrain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de cinq ares et cinquante-cinq centiares, confrontant: au nord, la rue Duquesne, à l'est une rue projetée, au sud, Paul Ayivi, et à l'ouest la rue de Paris.

Cet immeuble a été saisi, en vertu d'un certificat d'inscription conventionnelle, à la requête de la « Société John Holt and Co (Liverpool) Ltd. », ayant son siège social à Liverpool, et un principal établissement à Lomé, poursuites et diligences de M. Forbes LEITCH, son agent fondé de pouvoirs pour le Togo, sur M. Godwin A. Quashie, tailleur, demeurant et domicilié à Lomé.

Mise à prix: 12.000 francs.

fixée par la créancière poursuivante.

R. VIALE.

Pour tous renseignements s'adresser à Me Raymond VIALE, avocat-défenseur poursuivant, et au greffe du tribunal de première instance de Lomé, où le cahier des charges a été déposé.